

KAPISA, KALACHNIKOVS ET KORRIGAN

Depuis dix ans, la France est engagée en Afghanistan.

En 2008, la Coalition lui confie une zone stratégique, la province de Kapisa et le district de Surobi.

Présentant cette province d'importance stratégique, coupée entre deux grands groupes ethniques, les Tadjiks au Nord et les Pashtouns au Sud, Guillaume Lasconjarias analyse cet espace d'affrontement où la rébellion s'est durablement et solidement implantée, héritage ancien de lutte contre le pouvoir central.

L'auteur adopte sur ce sujet, peu étudié dans la production académique, un regard novateur qui s'attache à expliquer la nature composite de l'insurrection. Il a mené ce travail précis et approfondi avec la Task Force « Korrigan ».

Aux côtés des forces gouvernementales afghanes, le GTIA a conduit ses missions en n'oubliant jamais que l'instauration d'une bonne gouvernance passe par une somme d'actions militaires et politiques. Ecouter et impliquer les populations dans des projets à leur profit constitue une nécessité stratégique.



IRSEM
ÉCOLE MILITAIRE
21, place Joffre - 75007 Paris
[http : www.irsem.defense.gouv.fr](http://www.irsem.defense.gouv.fr)
ISSN : 2110-1809

KAPISA, KALACHNIKOVS ET KORRIGAN

GUILLAUME LASCONJARIAS



KAPISA, KALACHNIKOVS ET KORRIGAN

GUILLAUME LASCONJARIAS

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document
n'engagent que leurs auteurs.
Elles ne constituent en aucune manière
une position officielle du ministère de la défense.

CAHIERS DE L'IRSEM DÉJÀ PARUS :

- 1-ACTION EXTÉRIEURE ET DÉFENSE: L'INFLUENCE FRANÇAISE À BRUXELLES**
- 2-L'AXE DU MOINDRE MAL : LE PLAN OBAMA-MC CHRYSAL POUR L'AFGHANISTAN**
- 3-STRATÉGIE OPÉRATIONNELLE ET ASPECTS CIVILS DE LA GESTION DES CRISES: QUELLE « DOCTRINE » POUR LE VOLET CIVIL DE LA PESD ?**
- 4-LE PARLEMENT EUROPÉEN DANS LA PSDC**
- 5-QUELLE STRATÉGIE D'INFLUENCE EN APPUI AUX OPÉRATIONS MILITAIRES ?**
- 6-L'APPROCHE GLOBALE DANS LA GESTION CIVILO-MILITAIRE DES CRISES / ANALYSE PROSPECTIVE DU CONCEPT**

HORS SÉRIE : LES FRONTIÈRES DE L'UNION EUROPÉENNE OU LES ÉTATS-UNIS D'EUROPE

- 7- UN MUTANT JURIDIQUE : L'AGRESSION INTERNATIONALE**
- 8- LES DÉFIS STRATÉGIQUES AFRICAINS**
- 9- KAPISA, KALACHNIKOV ET KORRIGAN**

LES CAHIERS DE L'IRSEM

www.irsem.defense.gouv.fr

L'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (Irsem) a été créé en 2009 par le ministère de la défense pour lancer de nouvelles pistes de réflexion stratégique et promouvoir la recherche sur les questions de défense. Ses 35 chercheurs permanents, assistés par une équipe de soutien de 12 personnes, réunissent les approches académiques et militaires dans une perspective multidisciplinaire. En étroite collaboration avec les principales autorités du ministère (État-Major des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Direction Général de l'Armement, Délégation aux Affaires Stratégiques, Enseignement Militaire Supérieur), et en lien avec le tissu français de la recherche universitaire et des *think tanks*, l'Irsem vient compléter les expertises opérationnelles et d'aide à la décision, par une réflexion stratégique conceptuelle qui participe d'un effort plus large pour développer l'excellence de la recherche, de la formation et de la documentation sur le site de l'École Militaire.

Autres productions de l'Irsem :

- **5 collections** sont consultables en ligne: Les Cahiers, Les Études, *The Paris Papers*, Les Fiches de l'Irsem, et notre Lettre d'information électronique.
- **1 revue** académique (Les Champs de Mars) est éditée à la Documentation Française.
- L'ensemble de nos **manifestations scientifiques** est annoncé sur le site de l'IRSEM (www.irsem.defense.gouv.fr).

Un **programme Jeunes Chercheurs** vise à encourager l'émergence d'une relève stratégique, grâce à un séminaire mensuel, à des bourses doctorales et post-doctorales, et à un soutien financier et logistique.

« Notre nombre ne nous permet pas de compter seulement
sur la force. »

Galliéni, *Lettres du Tonkin*

*Aux Marsouins du 3^e RIMa et à leurs camarades morts pour la France
en Afghanistan.*

Aux soldats français qui combattent et œuvrent au sein de l'Isaf.

*Mes remerciements s'adressent au colonel Pierre Schill, chef de corps du 3^e
RIMa et au lieutenant-colonel Hervé Pierre, chef du Bureau Opérations Instruction,
ainsi qu'à tous les officiers, sous-officiers et marsouins du 3^e de Marine pour leur
disponibilité, leur accueil et leurs témoignages.*

*Que mes différents relecteurs soient aussi remerciés. Ils savent ce que je leur
dois dans la compréhension du pays et de la Kapisa.*

SOMMAIRE

Introduction	1
1^{ère} partie : Kapisa, géographie et histoire	3
1) Approche géographique	5
a. Entre crêtes et vallées	5
b. Climat	7
2) « Il n’y a de richesse que d’hommes » ; peuplement et économie	10
3) Mosaique ethnique et culturelle	12
a. Tadjiks	12
b. Pachtouns	13
c. Pashai	13
4) Une terre de passage et d’affrontements	16
a. Un carrefour de civilisations	17
b. De la période soviétique à <i>Enduring Freedom</i> (1979-2001)	18
c. Recompositions rebelles	21
5) Images de la rébellion	23
2^e partie : Le 3^e RIMa en Kapisa : contre-rébellion, théorie et pratique ?	29
1) Une action originale : le <i>Korrigan</i> sur la route	30
2) Une approche dynamique : la contre-réaction	33
3) Un exemple d’opération de contre-réaction	35
a) « <i>Highway to Hell</i> »	37
b) « <i>On the road again</i> »	38
c) Un exemple de projet dans une province voisine : Radio Kalagush	43
Conclusion	47
Annexe	51

INTRODUCTION

Située dans l'est de l'Afghanistan, la Kapisa est au contact de quatre provinces, le Parwan à l'ouest, le Panshir au nord, le Laghman à l'est et Kaboul au sud, à travers le district de Surobi. À une soixantaine de kilomètres au nord-est de la capitale, les sept districts qui forment la Kapisa s'étendent du nord – au contact avec la vallée du Panshir – au sud dans le district de Tagab, à la limite avec la province de Kaboul et le barrage de Naghlu¹. La province de Kapisa recouvre un peu plus de 1 870 km² – soit à peu près le département de l'Essonne ou la moitié du département du Vaucluse – coincée entre la masse imposante de la Kohe Safi et les premiers reliefs de l'Hindukush, les hauts sommets frontaliers avec le Pakistan. La montagne et l'altitude constituent d'ailleurs un fait marquant de la région où la majorité des terres se trouvent en zone montagneuse ou semi-montagneuse (54 %) tandis que les routes et les principaux couloirs de circulation se concentrent naturellement dans les fonds des vallées majeures, essentiellement celle de Tagab et secondaires, rayonnant en arc-de-cercle.

À l'instar de ce que l'on trouve ailleurs en Afghanistan, la Kapisa est une mosaïque ethnique, où y compris au sein des groupes issus des mêmes lignées, on trouve des divisions profondes. Ici, ces groupes vivent en paix les uns à côté des autres quand là, les terroirs et territoires sont l'objet de disputes âcres et d'affrontements, pour l'eau et le sol.

Du point de rencontre des trois grandes routes caravanières menant en Chine, en Inde et en Asie centrale, à la ligne de front entre les talibans et

¹. La capitale provinciale est Mahmood E Raqi, dans la partie occidentale de la province, avec un peu moins de 50 000 habitants. Les chiffres employés sont extraits du site institutionnel suivant : <http://www.mrd.gov.af/nabdp/Provincial%20Profiles/Kapisa%20PDP%20Provincial%20profile.pdf>, p. 1-2, consulté le 9 avril 2010.

l'Alliance du Nord, la Kapisa conserve encore aujourd'hui une vocation de couloir stratégique où la présence de rebelles s'explique à la fois par l'héritage de considérations ethniques et culturelles, mais surtout par la possibilité de gagner, au-delà du Laghman et du Nouristan, la frontière pakistanaise en bénéficiant des axes naturels des hautes vallées glaciaires².

Le présent cahier prend le parti de présenter à la fois la zone d'engagement et les modalités d'action telles que le 3^e Régiment d'Infanterie de Marine (Vannes) les a connues. Il n'est pas inutile, semble-t-il, de redéfinir d'abord un espace complexe et largement moins connu que l'Afghanistan, et tenter de répondre, ainsi, à une demande et à une interrogation de la part de ceux destinés à y partir dans le cadre d'une projection comme pour les lecteurs qui s'intéressent à la zone d'engagement français. Cette première partie – largement et volontairement descriptive – peut être lue séparément de la seconde et servir de premier axe d'approche. La seconde partie met en lumière l'action d'un groupement tactique interarmées (GTIA) formé autour du 3^e RIMa. Cette unité a, pendant la durée de son mandat, inscrit son action à la suite de ce qui avait été mis en place précédemment, par les GTIA organisés autour du 8^e Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine (RPIMa) et du 27^e Bataillon de Chasseurs Alpains (BCA). Les choix faits par le colonel Chanson suivent plus une logique de continuité qu'ils ne caractérisent une volonté de rupture, et chaque GTIA qui s'installe en Kapisa prend ses marques et capitalise sur les travaux et actions menés par ses prédécesseurs.

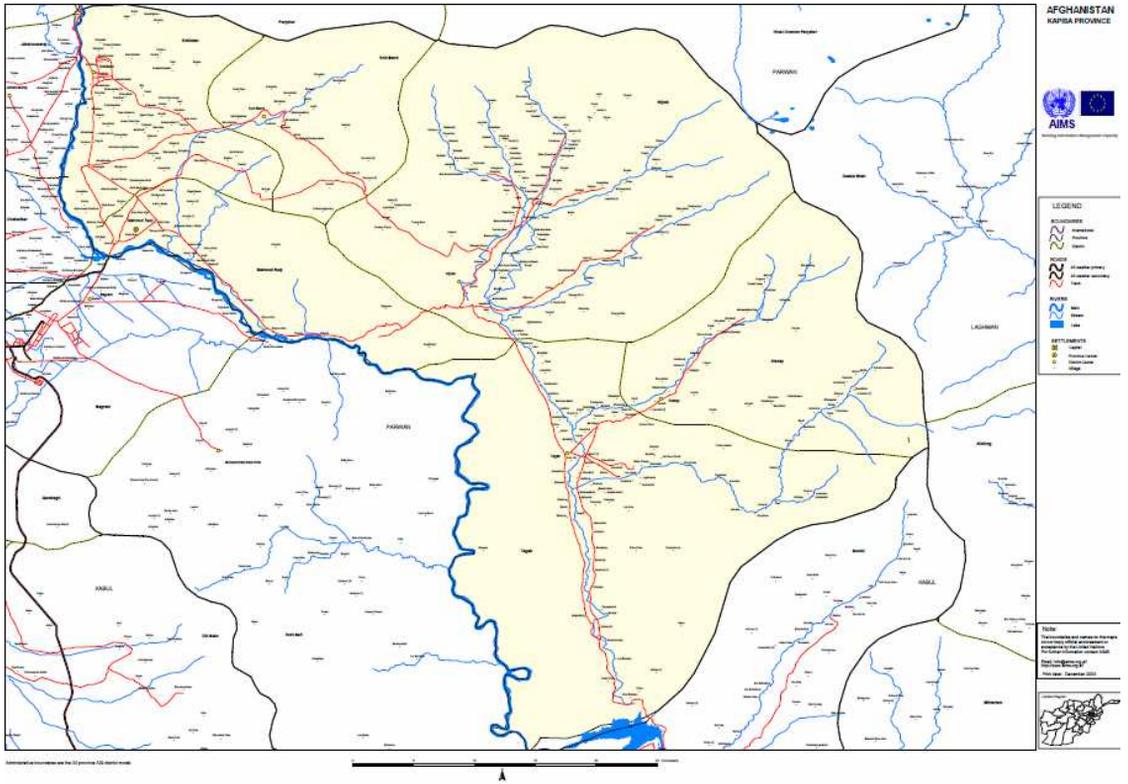
Dans une optique volontairement sans haine et sans illusion, digne de l'humanisme militaire, les marsouins du 3^e RIMa ont mis en œuvre des projets concrets et mobilisateurs autour des lignes d'opérations définies par l'Isaf, essentiellement le binôme entre développement économique et progression de la sécurité. Volontairement « populo-centrée » et faite en accord avec les Afghans, cette approche globale a cherché à prendre en compte les multiples paramètres d'une province difficile pour y apporter l'expérience française en contre-rébellion.

Ce cahier leur rend hommage, à eux et à l'ensemble des soldats français, quelle que soit leur armée ou leur arme, qui combattent actuellement en Afghanistan et plus largement, à ceux qui portent sur leur épaule les trois couleurs nationales.

². Sur le rôle de couloir des vallées remontant de la Kapisa et du Laghman, cf ; MOORE Michael et FUSSEL James, Kunar and Nuristan. *Rethinking US counterinsurgency operations, Washington, Institute for the Study of War*, 2009, p. 9, en ligne sur <http://www.understandingwar.org>, consulté le 17 mai 2010.

PREMIÈRE PARTIE

KAPISA, GÉOGRAPHIE ET HISTOIRE



Carte routière de la Kapisa (droits réservés)

I) Approche géographique

Malgré sa latitude, l'Afghanistan connaît des conditions climatiques dures et contrastées, dues à la conjugaison de deux éléments déterminants : la présence de nombreux hauts reliefs et sa position enclavée à l'intérieur du continent asiatique. Aussi, nul étonnement à ce que les vallées et les plaines (46 % de la topographie) jouent un rôle majeur. Deux fleuves, le Panshir et le Ghorband, forment de vastes couloirs de circulation naturelle, avec une ligne de partage des eaux et deux bassins versants – le Panshir se jette ainsi dans la plaine de Bagram puis continue vers les gorges de la Kohe Safi à l'ouest.

a) Entre crêtes et vallées

La Kapisa se divise entre un axe majeur orienté nord-sud (la vallée de Tagab) et cinq vallées secondaires plus ou moins perpendiculaires et orientées est-ouest (Nijrab, Afghanya, Alasay, Bedraou, Diram-Diram). Ces vallées se subdivisent elles-mêmes en vallées secondaires et tertiaires, souvent étroites et profondément encaissées, par exemple celles de Spheh et Skent au fond d'Alasay. D'origine glaciaire, ces vallées sont séparées par des crêtes atteignant 2 000 à 3 000 mètres, sillonnées de sentiers de bergers, qui descendent les versants parfois à pic. Dans les thalwegs coulent des ruisseaux au cours généralement orienté d'est en ouest, nourris à l'occasion par la fonte des neiges ou par les précipitations, et qui se déversent dans la rivière de Tagab, vaste réceptacle. Ces rus, généralement appelés *wadi*, conditionnent les axes de passage et se caractérisent par des points de franchissement contraints. Dans ces vallées, à la suite d'orages, la montée rapide et imprévisible des eaux est susceptible d'emporter hommes et matériels.



Carte du relief de la province de Kapisa (droits réservés)

Malgré tout, ces espaces ont été aménagés ; la richesse et la densité du réseau hydrographique permettent une large irrigation des fonds de vallées principales comme des cuvettes où se concentre naturellement la majorité de la population, bénéficiant d'un terroir fertile.

Selon les vallées – et l'occupation ou non des deux versants – un schéma général de peuplement se dessine. Le long du cours d'eau, sur une largeur variable (de 500 à 1 200 mètres, parfois plus souvent moins) se dressent des couverts – arbres fruitiers, bois de chauffage, petits arbustes – qui déclinent au fur et à mesure qu'on s'éloigne du *wadi*. Ce maillage complexe laisse place, au fur et à mesure, à des espaces agricoles et à des champs, limités par un bâti dense de murs et murets, de fossés et de diguettes qui traduisent l'ingéniosité des habitants fondant leur agriculture sur des réseaux d'adduction et d'irrigation particulièrement performants (les fameux *karez*³). Plus haut, vers les vallées, se dressent des constructions analogues à des barrages qui retiennent les eaux de pluie et de source, libérant par un système complexe la ressource quand on en a besoin. La destruction au cours

³. Les *karez* sont en fait des systèmes traditionnels d'alimentation en eau qui, en captant des sources, la font arriver jusque dans les villages.

de ces trente dernières années, de ces installations complexes, s'explique autant par les faits de guerre que par l'installation de nouveaux systèmes concurrents, fondés sur des pompes à eau et une irrigation par gravité à l'instar de ce qu'on peut trouver dans le sud de l'Espagne.

Il existe donc deux espaces contrastés à prendre en compte : d'un côté la montagne inhabitée, avec des crêtes découpées, des sommets difficiles d'accès, un univers minéral, stérile et froid, et de l'autre des fonds de vallées fertiles où l'eau dessine des arabesques maîtrisées dans une sorte de marqueterie.

b) Climat

Le climat de la Kapisa, comme celui de l'Afghanistan, appartient à la dominante continentale, caractérisée par une grande différence entre des étés chauds et secs et des hivers froids. Le fait montagnard accentue encore ces brutales variations. Si la moyenne thermique annuelle tourne autour de 11°C, cela masque de redoutables écarts, avec des hivers rigoureux – les températures moyennes de saison du mois de décembre et janvier sont inférieures à 2°C quand celles de février tournent autour de 0°C – alors qu'il n'est pas rare de dépasser les 30°C en juin et juillet, la moyenne saisonnière en août dépassant les 32°C. En Kapisa, il faut ajouter à ces conditions difficiles la particularité du séjour en altitude, qui à partir de juin, soumet les organismes à des températures dépassant souvent les 40°C en journée, avec une réverbération très importante. En outre, comme cela avait déjà été relevé dans une étude ancienne, l'amplitude diurne dépasse souvent les 20°C, ce qui expose les corps à des fatigues supplémentaires⁴.

Les précipitations se concentrent essentiellement sur les mois de mars à mai. À Kaboul, il pleut ainsi en moyenne entre 8 et 10 jours par mois pendant cette période, en début ou en fin de journée. C'est là une légère influence de la mousson. En revanche, les arrière-saisons apparaissent peu pluvieuses (exception faite de novembre, avec en moyenne moins de 5 jours de pluie). Les chutes de neige sont très capricieuses et peuvent s'échelonner de la fin octobre à la fin décembre⁵. Pour reprendre un constat ancien, « *la*

⁴. La dernière étude sérieuse parue en français sur le climat de l'Afghanistan est due à GUICHONNET Paul (« *Le climat de l'Afghanistan* », in *Revue de géographie alpine*, 1950, tome 38, n°1, p.195-197) qui se fonde sur des relevés faits en... 1939 !).

⁵. Pendant son mandat de novembre 2009 à juin 2010, le 13^e BCA a remarqué le faible niveau d'enneigement, ce qui crée des incidences sur les activités rebelles, dont la liberté de manœuvre se trouve moins handicapée du fait d'une meilleure accessibilité des axes.

neige est l'élément fondamental de la vie agricole afghane car c'est sa fusion qui permet l'irrigation. À hiver sec, été de famine»⁶. On observe parfois des avalanches meurtrières⁷. Les pluies d'été, relativement rares, sont causées par l'avancée extrême du front de la mousson et tombent en averses torrentielles. Les orages sont aussi un phénomène à prendre en compte : brutaux, accompagnés de grêlons, ils peuvent dévaster les récoltes. D'une manière générale, on peut se rapporter à la citation faite par le Grand Moghol Babur – en 1504 – qui notait que l'Afghanistan possède des « *régions chaudes et froides très près les unes des autres [...] où l'on peut, en une journée, se rendre de Kaboul en des contrées où il n'y a jamais de neige, et dans un intervalle de deux heures, arriver en des lieux recouverts toujours d'un manteau blanc* ».

On observe aussi, du fait de la rareté des précipitations en période estivale, des phénomènes de sécheresse. Les *wadi* se réduisent alors à un mince filet d'eau, généralement peu profond, qui peut – dans certains cas – devenir un couloir de circulation pour les véhicules motorisés.

Le diagramme climatique permet donc d'opposer, plus qu'un été et un hiver, une période froide et une période chaude. Selon l'endroit et la période, la perception de l'espace en est profondément modifiée. La principale métamorphose tient à l'explosion de la végétation à partir du mois de mars, qui dans un espace densément agricole, offre avec le retour de la végétation et des cultures des couloirs de mobilité. Les sous-bois, le long des *wadi*, camouflent les mouvements et brisent les perspectives. Depuis les flancs de la montagne, il est alors impossible de ne rien voir, sauf à disposer de moyens dédiés. En revanche, avec la baisse des températures, dès la fin octobre, la chute des feuilles libère les vues, dégage les lisières et permet une meilleure appréhension de l'espace.

Le climat et la végétation influencent la nature des combats. En hiver, dans un environnement minéral, les couverts moins nombreux permettent des engagements à plus longue distance. En été, avec le retour d'une nature luxuriante, les combats changent d'âme au milieu de couverts omniprésents, à courte et très courte distance, où l'insurgé peut s'exfiltrer rapidement.

⁶. *Ibidem*.

⁷. Par exemple, celles du 10 février 2010 ont causé la mort de plus de 160 personnes dans la passe de Salang, dans la province de Parwan, sur une route située à 3 400 mètres d'altitude.

II) « *Il n'y a de richesse que d'hommes* » : peuplement et économie

Densément peuplée, la Kapisa compte près de 360 000 habitants, la plupart concentrés dans les fonds de vallée. L'opposition entre des montagnes désertes et des vallées à l'humanité grouillante est frappante car en réalité, seul un tiers de la province permet la mise en œuvre agricole qui conditionne l'occupation humaine. Ces vallées sont traversées par des dynamiques territoriales et ethniques complexes, où le peuplement, les activités et la répartition ethnique jouent un rôle primordial.

Une étude rapporte que plus de 90 % des habitants vivent dans des bourgs ou à la campagne, contre moins de 10 % en ville – et d'abord la principale Mahmood Raqi, la capitale provinciale. La première impression tient à la présence de maisons isolées jusque dans les fonds de vallée, dispersées et semées entre les villages, eux-mêmes largement étirés en raison de leur proximité avec le *wadi* qui structure l'espace⁸. Le peuplement se disperse donc entre les bords de l'eau, les champs et les versants où se situent généralement les routes principales. Entre l'axe naturel et l'axe employé par la circulation humaine s'étendent donc les villages, formant une sorte de labyrinthe, où les vues sont coupées par des habitations en pisé ou en briques de faible hauteur (un étage), aux ouvertures petites, entourées d'une cour murée, invisible aux regards⁹.

L'absence de vues directes, la circulation limitée par l'étroitesse des axes de circulation, la tendance des rebelles à se fondre dans la population en prenant les troupes à partie depuis les habitations (tirs de mortiers depuis les cours, rafales depuis les fenêtres...) rendent la traversée des villages risquée.

L'ensemble forme un espace extrêmement contrasté. Si faute de routes carrossables et entretenues, certaines zones de fonds de vallées semblent presque isolées, isolement renforcé par l'absence de ponts permanents au-dessus des *wadi* qui autoriserait les relations par exemple de nature économique, d'autres sont au contraire dynamiques, avec une présence humaine permanente que renforce encore l'activité agricole, première ressource économique de ces districts, où les aménagements hydrauliques fractionnent le paysage.

La Kapisa a longtemps été et reste encore largement le grenier de Kaboul ; les témoins rapportent que l'on ne meurt pas de faim dans ces

⁸. Aussi, la question de la répartition de l'eau devient un enjeu essentiel ; si 97 % de la population a un accès direct à l'eau potable, 3 % des foyers marchent de une à trois heures pour disposer de cette précieuse ressource : cf. <http://www.mrd.gov.af/nabdp/Provincial%20Profiles/Kapisa%20PDP%20Provincial%20profile.pdf>, p. 4, *ibidem*.

⁹. L'image qui prévaut en comparaison est l'*hacienda*.

riches vallées, à condition que l'hiver ait été neigeux et suffisamment rigoureux pour alimenter les ruisseaux¹⁰. Il faut en trouver la raison dans la richesse des dépôts alluviaux qui favorisent l'agriculture :

Le loess déposé par les vents de l'Asie centrale, charrié par les rivières alluviales, a été ensemencé par les paysans afghans. Ceux-ci ont opposé peupliers et amandiers, champs d'orge et de pavots, vergers et jardins d'hibiscus à la stérilité de l'air¹¹.

62 % des ménages tirent leurs revenus de l'agriculture, et 63 % des habitants possèdent et exploitent la terre (sous la forme d'au moins un jardinet). L'implantation de coopératives agricoles (11 en 2005) participe de la réduction de la pauvreté ; avec les surplus dégagés et vendus sur les marchés (5 000 tonnes en 2005), les exploitants agricoles se répartissent des sommes croissantes bien que très modestes (près de 300 000 Afghany en 2005¹²). Bénéficiant de l'irrigation – 96 % des ménages ont accès à des espaces irrigués –, les productions majeures de la Kapisa sont le blé et le maïs, mais on y récolte aussi des fruits et des légumes. Les vergers sont nombreux (abricotiers et amandiers, cerisiers et poiriers) mais ont connu un large recul dans les années 1996-2000, quand une large partie a été arrachée pour faire face aux besoins en bois de chauffage¹³. 79 % des ménages possèdent une ou plusieurs pièces de bétail, et au moins des volailles. L'exploitation du bois de chauffage constitue aussi une des richesses de la région ; Kaboul se chauffe grâce aux stères provenant de la Kapisa. On trouve peu de productions destinées à la transformation ; un peu de coton (Mahmood Raqi, Hasi Duwumi Kohistan et Tagab) ainsi que des plants de tabac (Mahmood Raqi, Hasi Duwumi Kohistan, Tagab et Alasay). Malgré tout, comme d'autres provinces, la Kapisa souffre d'une surexploitation généralisée des pâtures et d'une érosion des sols, certaines terres autrefois arables étant aujourd'hui à l'abandon. La culture du pavot, qui pose problème dans d'autres parties du pays, ne semble ici guère développée ; les témoignages discordent quant à la présence d'à peine un millier d'hectares qu'on trouverait essentiellement dans les vallées de Bedraou et Alasay.

Le tissu industriel de la Kapisa est mince. Pour autant, un tiers des habitants tire ses ressources d'activités non agricoles (commerce, services...). On trouve quelques entreprises qui transforment les productions locales (par exemple dans le domaine de la confection). Les tapis, les poteries et les

¹⁰. Par contre, une étude menée en 2005 juge qu'un dixième de la population dispose du minimum calorique par jour tandis que 14 % bénéficieraient de programme d'aide alimentaire.

¹¹. TESSON Sylvain, GOISQUE Thomas et DE MIOLLIS Bertrand, Haute tension. Des chasseurs alpins en Afghanistan, Paris, Gallimard, 2010, p. 15.

¹². Soit environ 7 000 \$ au cours de l'année 2010 – quand bien même la devise ait perdu près de 20 % sur les douze derniers mois.

¹³. Un témoignage se trouve dans la revue de l'Unesco, *Le Nouveau Courrier*, « Un périple Afghan : Retour sur la Route de la Soie à travers une terre dévastée », octobre 2002, p. 45-48.

bijoux participent d'une tradition proto-industrielle avec des débouchés et des usages essentiellement locaux.

Enfin, il y a eu à la fin des années 1960 une tentative d'électrification de la vallée principale ; encore aujourd'hui, sur les cartes d'état-major de la période soviétique, on remarque – le long de l'actuel axe VERMONT – la présence de poteaux électriques qui ont depuis, largement disparu, notamment au-delà de Nijrab.

La densité de la population accentue les tensions sur l'espace. Largement de tradition agro-pastorale, les habitants de Kapisa ont su mettre à profit les moindres ressources d'un environnement relativement privilégié, où – comme dans tout relief montagneux – les espaces plans sont exploités et les premiers contreforts de vallée offrent des cultures en terrasse. Cependant, à ces considérations économiques se superposent des facteurs ethniques.

III) Mosaïque ethnique et culturelle

Comme c'est le cas ailleurs en Afghanistan, la Kapisa semble une mosaïque ethnique. Ces ethnies se subdivisent en groupes ou en tribus qui vivent parfois en bonne intelligence mais certaines, pour des raisons ancestrales, ne cessent de se disputer un territoire et un terroir aux qualités agricoles et pastorales particulières. La méconnaissance de la province tient à ce que la seule étude sérieuse entreprise sur la population de la Kapisa – un mémoire d'anthropologie soutenu en 1977 – s'est focalisée sur un seul groupe ethnique, les Pachtouns Safi, occultant les autres groupes ethniques¹⁴. Or, les Pachtouns, s'ils occupent une part essentielle du tissu humain dans les districts sud, ne forment en réalité que la seconde ethnie. Les hostilités et inimitiés traditionnelles et pluriséculaires se retrouvent dans l'attitude des uns et des autres face aux forces de la Coalition. Chaque ethnie joue son propre agenda politique et l'exploite à son profit.

a) Les Tadjiks

En Kapisa, l'ethnie tadjike regroupe 30 % de la population, essentiellement dans les districts nord et ouest, avec des liens très forts en direction du Panshir ; bien qu'à l'échelle de l'Afghanistan les Tadjiks forment la deuxième communauté ethnique, ils sont majoritaires en Kapisa. Population sédentaire plutôt pacifique, les Tadjiks sont de racine iranienne et parlent majoritairement dari. Si les traditions tribales ne sont plus guère affirmées, l'ethnie a aujourd'hui tendance à renforcer ses attaches ethniques devant les menaces que font peser les Pachtouns. L'Alliance du Nord, qui

¹⁴. FOUST Joshua, Kapisa Province: A COIN case study in Afghanistan, en aperçu sur <http://www.scribd.com/doc/18491479/Kapisa-Province-A-COIN-Case-Study-in-Afghanistan>, consulté le 26 mai 2010.

renversa le pouvoir taliban en 2001, était largement composée de Tadjiks qui en ont profité pour s'emparer de nombreux postes de responsabilité, dans les provinces comme dans les armées. La vallée de Nijrab, peuplée de Tadjiks, semble refuser son appui aux insurgés, leur interdisant de constituer toute base arrière. Les tensions croissantes liées à la pérennité de la coalition en Kapisa les amèneraient peut-être à se renforcer et à durcir les relations avec les autres groupes ethniques.

b) Les Pachtouns

Les Pachtouns forment le second groupe, avec près de 27 % de la population. En réalité, cette ethnie se divise en deux tribus majeures, les Ghilzai et les Safi. Les premiers – Ghilzai ou Ghalji– constituent la plus importante tribu pachtoune d'Afghanistan et dominant largement le district de Tagab, le sud du district de Nijrab ainsi que la vallée de Bedraou. L'un de ces clans, le clan des Hotaki, a ainsi formé la colonne vertébrale du mouvement taliban en lui donnant un grand nombre de combattants. Cela s'explique par le lourd contentieux qui les oppose à la tribu des Duranni depuis le XVII^e siècle, phénomène qui se répercute aujourd'hui quand on sait que Hamid Karzai et le roi Zahir Shah sont tous deux issus d'une famille associée aux Duranni. Revendiquant un désir d'indépendance et se considérant comme devant être les maîtres de l'Afghanistan, les Ghilzai n'acceptent que peu le pouvoir de Kaboul.

La deuxième tribu pachtoune, les Safi, sont installés dans le nord de la Kapisa, essentiellement dans les districts de Nijrab et Kohband. Indépendants, ils vivent en paix avec leurs voisins et ne considèrent pas le critère ethnique comme étant un concept essentiel. Cela explique pourquoi la plupart des représentants pachtouns à la Wolesi Jirga sont majoritairement issus de cette tribu – c'est aussi le cas de l'ancien chef d'état-major des armées¹⁵. Ils partagent cependant avec leurs cousins Ghilzai un héritage de contestation et de rejet du pouvoir central et historiquement, les Safi ont animé les grandes révoltes des années 1945-1946. Les Safi se divisent en trois clans : les Gorbuz, les Massoud et les Wadir, profondément divisés pendant la période communiste ; alors que les Safis Wadir servaient le pouvoir, plusieurs chefs moudjahiddines appartenaient aux clans Gorbuz et Massoud.

c) Les Pashai

Le dernier groupe, les Pashai, est le plus original. On sait peu de choses sur cette ethnie, à l'exception de travaux sur leur idiome original. Représentant 17 % de la population, ce groupe conserve une certaine

¹⁵. Selon un rapport de l'ambassade américaine à Kaboul, « Election Observation Team and Joint Election Management Board », daté de 2005, cité dans Kapisa Executive Summary, disponible sur le site <http://www.nps.edu/programs/ccs/ExecSumm.html>, consulté le 1^{er} septembre 2010.

cohérence géographique en se concentrant principalement dans le district d'Alasay et dans les trois grandes vallées qui en sortent (Dara Shibi, Dara Masken et Dara Alasay), ainsi que sur les pentes sud du district de Nijrab, peuplant les fonds de vallée et les mi-hauteurs. On les retrouve aussi au Nouristan, dans une partie du Laghman et au nord du Nangarhar. Proches cousins linguistiques des Nouristani, les Pashai se prétendent apparentés aux Pachtouns mais vivent généralement de façon indépendante. Cela se voit dans les fonds de vallées et sur les mi-hauteurs de la vallée d'Afghanya, où les insurgés ne peuvent espérer trouver une ressource du seul fait de la présence pashai. Un groupe particulier leur est apparenté, les Nouristanis, lesquels ont donné leur nom à la province du Nouristan. Vivants dans une vallée d'accès très difficile, dans les espaces montagneux les plus reculés, les Nouristanis se pensent comme les descendants des Grecs venus avec Alexandre le Grand. Certains Nouristanis ont des yeux clairs, bleus ou verts, avec des cheveux blonds ou roux. Longtemps considérés comme infidèles, ils ont intégré le corps social avec leur conversion à l'islam au XIX^e siècle et au début du XX^e. De façon récente, les Nouristanis versent dans un islamisme très radical, proche du wahhabisme. Leurs relations avec les autres tribus afghanes ne sont pas évidentes : les Nouristanis n'apprécient que modérément les Pachtouns et sont animés d'une profonde méfiance envers les Arabes.

Ethnolinguistic Groups in Afghanistan



Carte de la répartition ethno-linguistique en Afghanistan (droits réservés)

La répartition spatiale et géographique se retrouve dans le domaine culturel et linguistique, car chacune de ces ethnies parle sa propre langue, les plus complexes étant les Nouristanis qui parlent une quinzaine de dialectes dont certains ne sont pas répertoriés. La langue administrative, le dari, est comprise par tous, mais les dialectes restent employés au quotidien (le *pachto* par les Pachtouns, le *pashayee* par les Pashai). Socialement parlant, les relations ethniques conduisent à des attitudes spécifiques : les Pachtouns – très marqués par les influences islamistes de la dernière décennie – refusent ainsi tout droit aux femmes. Politiquement, le clientélisme joue à plein ; on vote moins en fonction des idées du candidat que de son appartenance ethnique, tandis que les fonctionnaires ont tendance à aider naturellement leur district et leur tribu.

Finalement, la Kapisa apparaît comme une province très différenciée, où les relations interethniques et intertribales ne sont pas apaisées. L'animosité entre groupes reste la norme, et s'est même accentuée depuis 2001. Les combats livrés sous l'égide de l'Alliance du Nord n'ont pas permis l'émergence d'un sentiment collectif. Au contraire, les Pachtouns ont perçu l'émergence du gouvernement Karzai et les premiers gouverneurs installés en Kapisa comme la traduction en province du pouvoir majoritairement tadjik, ce qui a accentué le ressentiment. L'héritage du combat contre l'Armée rouge offre encore aux militants et anciens moudjahiddine une audience importante, auréolant ses membres de l'héritage glorieux de la lutte contre l'infidèle. Enfin, on constate depuis quelques années la croissance d'une forme d'islamisme radical, de tendance wahhabite, marquée par l'éducation de jeunes dans les *madrasas* pakistanaises. La province voisine du Laghman, réputée conservatrice, abrite ainsi un réseau d'*oulémas* à tradition fondamentaliste et anti-impérialiste d'où est en partie issue la première vague de résistance anti-communiste de 1978¹⁶.

IV) Une terre de passage et d'affrontements

Une légende musulmane décrit que sur l'une des collines appelées *Reg Rawan* (« les sables mouvants ») surplombant la Kapisa, l'imam Hannifa Ghazni vit depuis mille ans et qu'un jour, il descendra pour ramener la paix. Cependant, selon les habitants, sa réputation s'est ternie depuis trente ans que dure la guerre, l'ermite refusant d'apparaître pour arrêter les récents conflits¹⁷.

¹⁶. ROY Olivier, *Islam and Resistance in Afghanistan*, New-York, Cambridge University Press, 1990, p. 72.

¹⁷. Rapporté dans « *Un périple Afghan : Retour sur la Route de la Soie à travers une terre dévastée* », art. cit.

a) Un carrefour de civilisations

Au sein d'un pays connu pour être un lieu de passage entre l'Est et l'Ouest, la Kapisa apparaît dans l'histoire dès le V^e siècle avant notre ère sous la plume d'un auteur indien vantant les mérites d'un vin produit dans la région, le *Kapisayana*. Mais c'est déjà pour sa position stratégique que la Kapisa est renommée : frontière entre les royaumes perse achéménide et indien, la région voit déferler les phalanges macédoniennes d'Alexandre le Grand dans la poursuite de son projet conquérant. Alexandre, persuadé d'avoir atteint le Caucase, fonde une capitale régionale – Alexandrie du Caucase, l'actuelle Bagram¹⁸ – dans la plaine où confluent le Panshir et le Ghorband. Certains de ses soldats auraient fait souche dans les vallées, notamment au Nouristan...

Cette capitale connaît un essor économique d'autant plus important qu'elle se trouve sur la route de la Soie, à la frontière entre l'empire romain et les royaumes chinois qui se rencontrent et commercent. Le trésor des rois kouchans¹⁹, trouvé peu avant la Seconde Guerre Mondiale, révèle la richesse d'une région par laquelle transitent les verreries d'Alexandrie, les laques chinoises et les bronzes gréco-romains. Mais cette situation attire les convoitises. Les envahisseurs se succèdent : tribus nomades de l'Asie centrale, Huns, Turcs... Les Arabes, au début du VII^e siècle, introduisent l'islam et installent un califat à Kaboul, entraînant le déclin de la Kapisa sur un plan politique comme économique. Par la suite, sous la domination mongole puis moghole, la province de Kapisa s'affirme comme le grenier de la capitale. Les rois et conquérants tiennent le pays utile, le « pays de gouvernement » et laissent les hautes vallées aux tribus pachtounes, dont elles se contentent d'obtenir une vague soumission plus formelle que réelle.

De fait, les tribus entretiennent un rapport complexe avec les tentatives de création d'un État centralisé. Les autorités installées dans les grands centres urbains de Kandahar, Hérat ou Kaboul cherchent moins à subjuguier les tribus qu'à obtenir qu'elles se neutralisent entre elles. On paie certains chefs locaux pour assurer la sécurité des voies de communication et on en solde d'autres pour lutter contre les tribus rebelles. C'est là que naît l'expression de *Yâghestân*, le « royaume de l'insolence »²⁰, où il est difficile de prendre pied et d'imposer une autorité centrale toujours contestée. Par ailleurs, tandis que l'Afghanistan devient une zone essentielle dans

¹⁸. Alexandre aurait aussi fondé Kandahar (Alexandrie d'Arachosie), Hérat (Alexandrie Areion) et Farah (Alexandrie Prophtasia).

¹⁹. Dynastie ayant régné de la fin du I^{er} siècle au début du III^e siècle de notre ère et dont la capitale était Bagram.

²⁰. Selon le titre de l'ouvrage de BARRY Michael, *Le Royaume de l'insolence*. L'Afghanistan, 1504-2001, Paris, Flammarion, 2002, p. 99.

l'affrontement entre puissances coloniales – le fameux « Grand Jeu » entre Grande-Bretagne et Russie –, les tribus pachtones prennent part aux trois guerres anglo-afghanes de 1838-1842 (laquelle voit les Britanniques composer avec le roi afghan), 1878-1879 (où les Anglais obtiennent un droit de regard sur la politique extérieure du pays) puis de 1919 qui scelle une quasi-indépendance vis-à-vis des puissances étrangères.

Dans la période qui suit la Première Guerre mondiale et qui va jusqu'au début des années 1950, les volontés centralisatrices du gouvernement de Kaboul ne cessent de se heurter à la volonté d'autonomie plus que d'indépendance des mêmes tribus pachtones. Cela commence avec la contestation menée par Habibulla Kalakani, en 1929. Il s'élève contre les vellétés de modernisation sociale et culturelle venues d'Europe proposées par le roi Amanullah Khan. Ce dernier doit faire face à une révolte qui débute dans le Laghman ; alors que le gouvernement y expédie ses troupes, Habibullah – bénéficiant du soutien des tribus pachtones – s'empare de Kaboul en passant par le Parwan et la Kapisa. Il doit finalement fuir et se rendre avant d'être exécuté, mais il poursuit cette tradition ancestrale d'opposition entre les provinces périphériques et le pouvoir central. Autre révolte importante, le soulèvement, en 1945-1946, des tribus Safi de Kapisa et du Kunar devant la tentative d'instaurer la conscription et les tentatives de modernisation politique et économique de Kaboul. La réaction royale est violente avec l'exécution des principaux *maleks* et la déportation de leurs familles dans le nord de l'Afghanistan pour briser les résistances locales.

Cet esprit de révolte se retrouve quelques années plus tard alors que le pouvoir central se tourne vers Moscou pour moderniser le pays. On assiste à une réaction religieuse où les principaux chefs viennent de Kapisa, à l'instar de Sigabtullah Mojaddidi, le *pir* (chef religieux) de Tagab, lequel prône la lutte armée contre l'athéisme et lance un *Jihad* vite contenu.

b) De la période soviétique à *Enduring Freedom* (1979-2001)

Cette vocation de province rebelle à l'autorité centrale prend toute sa résonance à partir de l'invasion soviétique, en 1979. Le nouveau régime communiste installé à Kaboul et soutenu par la 40^e Armée rouge est perçu, dans les provinces de l'Est et plus particulièrement dans les zones pachtones marquées par un islamisme de plus en plus radical, comme un ennemi à combattre par tous les moyens. La Kapisa occupe plus que jamais une position stratégique, par sa proximité avec la vallée du Panshir et la vallée de Salang, route par laquelle transitent les troupes et la logistique soviétiques. Cet axe de communication devient le théâtre d'une lutte acharnée entre les moudjahiddines, installés dans un Panshir transformé en zone-refuge, et les Soviétiques qui désirent sécuriser à tout prix l'axe conduisant à l'importante base de Bagram.

Dans les trois premières années de la guerre, les troupes de la 40^e Armée montent six opérations majeures qui s'enfoncent profondément dans les vallées²¹. Toutes échouent, les moudjahiddines pouvant compter sur le soutien d'une population se soulevant contre les exactions commises par les Soviétiques ; en mai 1981, 31 villageois sont exécutés dans le village de Mahigiran, alors même que les moudjahiddines l'avaient évacué sur demande des anciens. Les mêmes scènes d'horreur se répètent ailleurs, entraînant la population dans une adhésion de plus en plus large en faveur de l'insurrection²².

Quand, le 15 février 1989, le dernier soldat soviétique franchit le pont sur l'Amou-Daria, la résistance antisoviétique forme une éphémère coalition, dont l'un des ministres les plus représentatifs est Ahmed Shah Massoud, le puissant chef de guerre issu de la vallée du Panshir (1992-1994). À la fin de la guerre se dessine donc une nouvelle carte des groupes armés et une nouvelle répartition spatiale de ceux-ci. En Kapisa, le *Jamiat-e Islami*, mouvement historique de résistance, reste largement majoritaire. Partenaire historique de l'Alliance du Nord, essentiellement lié au mouvement de Massoud, il est installé au nord de la province, et se compose de Tadjiks, ralliés pour beaucoup au nouveau gouvernement de Kaboul.

Mais la coalition s'effondre sous les luttes internes. De 1992 à 1996, une affreuse guerre civile ensanglante les provinces autour de Kaboul. Massoud se retire dans l'Est, s'appuyant sur les provinces du Panshir, de la Kapisa et de Parwan qu'il transforme en bastion face au danger incarné par les talibans – étudiants en religion – lesquels bénéficient aussi du soutien des tribus pachtounes du sud (et en partie de celles installées dans le district de Tagab). Aux fractures politiques se superposent des fractures ethniques. L'ethnicité pachtoune et la religiosité jouent un rôle essentiel dans l'avancée des talibans²³. Cela explique que la ligne de front passe par le centre de la Kapisa ; au mois de janvier 1998, par exemple, les combats font rage entre Nijrab et Tagab, enflammant aussi le district d'Alasay²⁴.

Dans les zones qu'ils « libèrent », les talibans imposent une forme radicale, austère et intransigeante de la loi islamique :

« Dans un pays où l'islam puritain n'a que rarement dominé, le nouvel ordre bannit la musique et l'alcool ; introduit les châtiments corporels ; interdit les images jugées

²¹. Un exemple d'opération (Panshir V) menée par les Soviétiques se trouve dans RAFFRAY Mériadee, Les Soviétiques en Afghanistan, 1979-1989. L'Armée rouge bouleversée, *Cahier de la réflexion doctrinale*, CDEF/DREX, 2008, p. 47-49.

²². KAKAR Mohammed, The Soviet Invasion and the Afghan Response, 1979-1982, *University of California Press*, 1995, p. 14.

²³. GOODSON Larry P., Afghanistan's Endless War. State Failure, Regional Politics and Rise of the Taliban, *Seattle and London, University of Washington Press*, 2001.

²⁴. *United Nations*, Afghanistan Weekly Update n° 247, 8 janvier 1998.

iconoclastes, brise des milliers d'objets d'art préislamique au musée de Kaboul, détruit des statues bouddhistes anciennes (notamment dans la vallée de Bamiyan) ; procède à un nettoyage ethnique, massacrant des milliers de Hazaras (chiïtes), à Mažar-e-Charif ; exécute des homosexuels et des dissidents politiques ; prive les filles d'enseignement public et crée une police religieuse chargée de battre les femmes n'observant pas le code vestimentaire de rigueur. »²⁵

La petite cité universitaire de Gul Bahar²⁶ est conquise à deux reprises par les islamistes et sa bibliothèque est rasée (1998-1999).

Pour autant, il convient de nuancer les oppositions entre les talibans et leurs adversaires. Tout d'abord, les combattants de chaque camp sont autant recrutés d'après leur appartenance tribale que par leur motivation religieuse. D'un côté, la loyauté au clan Ghilzai et de l'autre, la fidélité à un chef militaire exemplaire. Mais à cela s'ajoute l'enchevêtrement des rivalités, entre animosité tribale, lutte clanique et tension religieuse. Ensuite, le choix des talibans tient aussi d'un aspect culturel : « *Ils n'étaient pas urbains, ils n'étaient pas des islamistes modernistes, ils ne pouvaient pas être accusés d'être non pachtounes, ils n'avaient pas de passé d'affrontements avec des commandants pour étendre leur territoire* » et leur inscription dans une réalité tribale fatiguée d'un monde en guerre a été l'un des succès majeur de leur progression²⁷.

Près de vingt ans de guerre ont donné naissance à une génération de combattants que quelques années d'accalmie n'ont pas permis de réinsérer dans une société encore largement agricole. Cela donne à cette insurrection un terreau local, complexe par ses motivations, ses comportements et ses relations par rapport aux autres mouvements rebelles. Il se dessine une nouvelle carte des groupes armés, animés d'intentions à la fois concurrentes et convergentes que le bouleversement stratégique né au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 renforce.

Le 9 septembre 2001, le commandant Massoud est assassiné, deux jours avant l'attaque sur les tours jumelles de New York revendiquée par Al-Qaïda. La réaction américaine ne se fait pas attendre et le soutien occidental à l'Alliance du Nord renverse le rapport de force ; aux luttes intestines s'ajoute la venue de combattants étrangers regroupés pour combattre les forces occidentales. On évoque, dans les milieux extrémistes, la « bataille de la fin des temps », allusion à un *hadith* de Mahomet qui prédit un affrontement au Khorasan, territoire auquel appartiennent l'Afghanistan et les zones tribales pakistanaises²⁸. Dans cette configuration, la position stratégique de la Kapisa,

²⁵. PORTER Patrick, « *Surprenante souplesse tactique des talibans en Afghanistan* », Le Monde diplomatique, novembre 2009.

²⁶. La ville de Gul Bahar se situe dans le district du Kohistan, à peu près à une vingtaine de kilomètres au nord de Mahmood Raqi.

²⁷. ABOU-ZAHAB Myriam, « *Des Talibans aux néo-talibans : chronique d'un mouvement social* », dans Les crises en Afghanistan depuis le XIX^e siècle, *Étude de l'Irsem n°1*, avril 2010, p. 133-141.

²⁸. SHAHZAD Syed Saleem, « *Afghanistan, Pakistan, l'irruption des "néotalibans"* », Le Monde diplomatique, octobre 2008.

les axes qui conduisent de Nijrab et Tagab à Kaboul sont l'objet de combats violents qui débouchent sur la prise de la capitale en novembre 2001 et l'installation d'un régime confié au président Hamid Karzai, un Pachtoune. Ce dernier installe un nouveau gouverneur en Kapisa, Sayd Ahmad Haqbin puis un de ses proches, Abdul Satar Murad²⁹.

Mais la victoire de l'Alliance du Nord a de profondes répercussions territoriales : les districts sud, ayant longtemps bénéficié de la manne du gouvernement (taliban) de Kaboul sont les grands oubliés des premiers temps de la reconstruction, laquelle va aux districts (plutôt tadjik) du nord de la province. La vision de Murad, qui veut développer la province à partir de la capitale Mahmood Raqi, déséquilibre *de facto* l'environnement économique et attise les résistances d'autant que le *Jamiat-e Islami*, mouvement historique de résistance, demeure dans un premier temps largement majoritaire. Partenaire historique de l'Alliance du Nord, essentiellement lié au mouvement de Massoud, ce mouvement se compose principalement de Tadjiks, ralliés au nouveau gouvernement de Kaboul.

c) Recompositions rebelles

Les rancœurs locales nourrissent et accompagnent la résurgence, à partir de 2004, de mouvements hostiles à la coalition dans les districts de Tagab et Alasay. Le premier de ces mouvements est le *Hez̄b-I-Islami Gulbuddin (HiG)* de Gulbuddin Hekmatyar, groupe des plus actifs qui illustre les parcours et la criminalisation de certains membres de l'ancienne résistance antisoviétique. D'origine kharotai (c'est-à-dire une sous-tribu affiliée aux Pachtouns Ghilzai) et né dans la région de Kunduz, Hekmatyar rejoint très jeune un mouvement religieux qui s'inspire des Frères musulmans égyptiens³⁰. Au début des années 1970, il s'exile au Pakistan où il semble avoir été recruté pour mener les mouvements d'opposition à Daoud, et il participe à la création du *Hez̄b-I-Islami* en 1977. Ce mouvement radical recherche l'établissement d'un régime islamiste pur. Gulbuddin Hekmatyar prend rapidement la tête d'une fraction de ce parti, à la tête duquel il va animer la résistance antisoviétique à partir de 1979. Soutenu à la fois par les services secrets pakistanais (l'ISI) et sans doute par la

²⁹. Sans revenir sur la personnalité de ce gouverneur, on peut noter qu'il est impliqué dans une succession de pratiques illicites, les plus contestables étant les menaces directes sur les députés représentant la Kapisa lors de la *Loya Jirga* qui devait reconnaître la nouvelle Constitution afghane, à tel point qu'aucun de ces députés ne put se déplacer. Suite à d'autres scandales, Haqbin a été remplacé en novembre 2004.

³⁰. MARZBAN Omid, « *Gulbuddin Hekmatyar: From Holy Warrior to Wanted Terrorist* », in *Terrorism Monitor*, Volume 4, n°18, The Jamestown Foundation, 21 septembre 2006.

CIA, Hekmatyar bénéficie aussi de l'aide de divers pays arabes, ainsi que de la logistique d'Al-Qaïda³¹.

En 1992, lorsque le gouvernement de Najibullah s'effondre, Hekmatyar refuse de rejoindre le gouvernement de coalition et poursuit sa guerre, cherchant à prendre Kaboul depuis ses bastions de l'Est, dont la Kapisa. Ce n'est qu'en 1993 qu'il accepte une trêve en rejoignant le gouvernement, bien qu'il n'y siège pas personnellement. Mais il y envoie l'un de ses proches, Ustar Farid. En 1994, il reprend la lutte, sans doute au nom du Pakistan qui voit d'un mauvais œil l'installation d'un gouvernement à majorité tadjik à Kaboul³². Incapable de s'imposer contre Massoud, ses soutiens au Pakistan se reportent sur les talibans et à partir de 1996, une partie de ses cadres rejoignant d'ailleurs ce mouvement³³. Exilé en Iran – dont il est expulsé en 2002 – Hekmatyar serait retourné en Afghanistan ou au Pakistan, d'où il appelle au *Jihad* contre les forces étrangères au mois de décembre, ce qui pousse les États-Unis à l'inclure dans la liste des terroristes internationaux.

Essentiellement actif dans l'est de l'Afghanistan (Kunar-Laghman-Paktia-Kapisa), le *HiG* resurgit dans l'actualité en août 2008 avec la revendication de l'embuscade coûtant la vie à dix soldats français en Surobi. Malgré les appels de Karzaï qui tente de réintégrer le *HiG* dans la vie politique afghane – ce qu'il parvient à faire avec le ralliement d'anciens du *HiG* et la constitution du nouveau *Hezb-I-Islami* en 2004 – les relations entre les insurgés et ce parti semblent peu claires³⁴. Tout au plus a-t-on des échos que Hekmatyar accepterait de rompre tout lien avec Al-Qaïda et de limiter le trafic de drogue en échange du départ de la coalition, d'autant que les relations avec les talibans ne semblent guère s'améliorer³⁵.

Le retour des talibans, objet autant des fantasmes que des craintes des forces occidentales, fait l'objet de beaucoup d'études, pour certaines contradictoires. Ce mouvement, où les Pachtouns sont largement majoritaires, disposerait d'un soutien logistique et d'une conduite opérationnelle depuis les zones tribales du Pakistan, sans doute depuis les régions de Peshawar et Quetta. Par son rôle de couloir stratégique, la Kapisa – plus qu'une base arrière ou qu'un bastion – serait une zone de transit

³¹. JOHNSON Thomas H., « *Hekmatyar's Financial support* », in Jeanne K. Giraldo et Harold Trinkunas (ed.) *Terrorism Financing and State Responses*, Stanford, Stanford University Press, 2007, p. 106-109.

³². Article « *HiG* », à voir sur <http://www.understandingwar.org/print/663>, consulté le 17 août 2010.

³³. RASHID Ahmed, *Taliban, Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia*, Londres-Yale, IB Tauris & Co – Yale University Press, 2002, p. 92 et suiv. Un fait intéressant : Hekmatyar aurait accueilli Ben Laden après son départ du Soudan en 1996.

³⁴. Un des beaux-fils de Hekmatyar appartient à ce parti qui dispose de l'ordre de 30 à 40 % de postes gouvernementaux à Kaboul et dans les provinces.

³⁵. Un article récent rapporte le ralliement aux forces du gouvernement afghan d'une centaine de membres du *HiG* après des combats sévères dans la région de Baghlan. Ces affrontements entre groupes armés illégaux auraient pour origine la collecte de l'impôt révolutionnaire dans plusieurs districts (cf ROGGIO Bill, « Taliban, HiG infighting leads to split in Afghan insurgency in the North », in *The Long War Journal*, 8 mars 2010).

essentielle pour les combattants qui souhaitent atteindre la région capitale. Les cartes des infiltrations talibanes montrent d'ailleurs que de véritables « routes » passent du Pakistan à travers le Nouristan et le Kunar, parvenant dans le Laghman puis en Kapisa³⁶.

Profitant de l'appui des communautés pachtounes – surtout dans le district de Tagab – les talibans installèrent même, courant 2007, des centres d'entraînement tandis que les combats entre forces de la coalition et insurgés ne cessaient de croître. La stratégie talibane, dans ces espaces, tient à la fois du harcèlement et de l'infiltration. Axe de passage et de repli, la Kapisa appartiendrait à l'épicentre des espaces où l'insurrection pourrait gagner en densité et en profondeur, recherchant le soutien populaire et exploitant les divisions entre les communautés³⁷. De la fin 2007 au début de l'année 2008, la présence quasi-avérée de Qari Baryal, un chef taliban appartenant aux « *Most Wanted Afghan Insurgents* » recherché par les forces américaines, traduit l'intérêt des chefs rebelles pour cette région stratégique³⁸. Qari Baryal aurait ainsi quitté la province du Kunar, où il opérait, pour se tourner vers la Kapisa, espérant mener ses actions en direction de Kaboul et de la base vitale américaine de Bagram. Ce même Baryal aurait été plusieurs fois à cette époque aperçu dans la région de Tagab, assisté de deux lieutenants, Qari Nejat – du côté de Nijrab – et Mullah Mahmoud – responsable des secteurs de Landokheyl dans le district de Tagab³⁹. Depuis, Qari Nejat a été tué par les forces de la coalition près de Tagab dans une action menée à la fin de l'été 2008⁴⁰.

IV) Images de la rébellion

Si la présence de chefs insurgés talibans est assurée, la particularité de la Kapisa tient à la nature composite de la rébellion, qu'il semble réducteur et difficile de réduire à un groupe. Au contraire, la compréhension des ressorts identitaires et culturels, historiques et géographiques, tend à démontrer

³⁶. Une carte illustre ces propos dans GIUSTOZZI Antonio, Koran, Kalashnikov and Laptop. *The neo-taliban Insurgency in Afghanistan*, New York, Columbia University Press, 2008, p. 67.

³⁷. *Ibidem*, p. 112 et *suiv.*

³⁸. Un encart sur les principaux chefs insurgés de Kapisa se trouve dans le Long War Journal, consulté le 22 septembre 2010 : <http://www.longwarjournal.org/images/Kapisa%20Taliban%20Commanders%202008.php>

³⁹. DUPEE Matt, « *Kapisa Province : The Taliban's Gateway to Kabul* », in *The Long War Journal*, 29 avril 2008.

⁴⁰. On peut lire le compte-rendu de cette opération sur le site du Département de la Défense (4 septembre 2008) : "Qari Nejat, along with four other enemy fighters, was killed during a coalition forces operation in the province's Nijrab district Aug. 5. Officials said Nejat was a Taliban commander in the Tag Ab valley region, with ties to senior insurgent figures. He was implicated in the July 21 suicide bombing in the Tag Ab bazaar that injured six Afghan nationals, as well as the July 16 kidnapping of three Afghan National Police officers in Jalokhel. Nejat also was wanted in connection with the torturing and beheading of an Afghan citizen June 30." <http://www.defense.gov/news/newsarticle.aspx?id=51028>, consulté le 28 août 2010.

qu'elle est bien moins « internationaliste » qu'on ne le pense généralement. Le col de Khora marquerait d'ailleurs une rupture physique entre groupes rebelles ; au nord du col, la rébellion serait hétérogène, largement fondée sur des sommes d'allégeances et sur des sommes d'intérêts partagés. Au sud, en revanche, la résistance s'inscrirait intrinsèquement dans l'histoire des vallées. Ligne de fracture ethnique et politique, le col de Khora explique en partie la variété des difficultés que la force rencontre dans des compartiments distincts.

La compréhension d'un environnement humain particulier, fait de coutumes, de traditions et d'inscription dans la durée est aujourd'hui jugé essentiel. La lecture de *My Early Life*, de Winston Churchill, publié pour la première fois en 1930, offre ainsi une explication intéressante sur les obligations sociales qui maillent les relations humaines au sein de l'espace tribal : Churchill, alors officier dans l'armée des Indes, rapporte une expédition punitive conduite dans l'est de l'Afghanistan contre les tribus pathan (comprendre pachtounes) :

« Les tribus pathan sont toujours engagées dans des guerres privées ou publiques. Chaque homme est un guerrier, un politique et un théologien. Chaque grande maison est une véritable forteresse féodale. Chaque famille cultive sa vendetta personnelle, chaque clan, son ennemi. Rien n'est jamais oublié et peu de dettes restent impayées. »

La connaissance de ce terreau culturel est d'ailleurs prise en compte pour limiter au maximum les dégâts collatéraux et les frappes aveugles. La mise en place des équipes HTT (*Human Terrain Teams*) pour analyser les réseaux sociaux qui structurent l'insurrection, pour parvenir à une définition des adversaires, de leurs familles, des interactions et des interfaces entre soutiens et ennemis de la force, participe de cet effort de reconfiguration culturelle fondé sur l'approche « populo-centrée ».

Un universitaire américain, Matthew Arnold, a d'ailleurs livré une analyse bien documentée de ces pratiques menées par les troupes françaises en Kapisa. Fondé sur une approche systématique du recueil d'informations sur les populations locales, le *Human Terrain Mapping* est une méthode qui tend à reconstituer les profils des principaux acteurs sociaux-politiques dans l'Afghanistan rural, en analysant les *shuras*, les villages, les principaux *leaders* d'opinion au regard des zones géographiques spécifiques (une vallée, une ville, un village, un carrefour routier...). Ces faits sont complétés et enrichis par les commentaires des habitants mais aussi sur la façon dont ils perçoivent la situation sécuritaire comme politique. Cette relation entre le sentiment et les fiches biographiques donne de la profondeur à la compréhension de la zone d'action de la force et offre des possibilités nouvelles. Diffusées aux échelons tactiques – au moins au niveau du commandant d'unité – cet outil permet aux soldats de s'adresser avec pertinence aux principaux acteurs, de trouver les interlocuteurs les plus fiables et à terme, d'obtenir un levier pour séparer la population des insurgés.

De façon tout aussi évidente, cette connaissance du terrain s'intègre dans une meilleure compréhension des besoins de la population afghane. En répondant aux questions essentielles (« Qui sont ces gens ? De quoi ont-ils besoin ? Quelle est leur histoire ? Par quoi sont-ils guidés ? Qui dois-je contacter ? »), la *Task Force* a pu en quelques mois aplanir les difficultés entre les communautés et la PRT au sujet de la construction des routes, en les impliquant directement dans ce projet, transformer la nature de l'aide apportée par certaines ONG comme USAID, mais aussi donner des pistes aux GTIA sur les zones et les villages où les efforts non-cinétiques doivent être engagés⁴¹.

Cette vision appuie fortement la politique engagée à la suite de la publication du rapport (*initial assessment*) du général Stanley McChrystal en août 2009, qui invitait à changer radicalement de stratégie. Prenant acte d'un environnement très complexe et réaffirmant l'inutilité, en combat de contre-insurrection, d'une politique centrée sur la conquête du terrain et l'anéantissement physique de l'adversaire, McChrystal rappelait l'importance de la population, acteur puissant et essentiel⁴². Dans la plupart de ses interventions, l'ancien commandant de l'Isaf revenait largement sur l'arithmétique de la vengeance, selon laquelle la mort de deux insurgés dans un groupe de dix ne réduit pas ce même groupe à huit, mais, du fait des obligations sociales et culturelles – la loi de l'honneur et du sang – l'augmente de vingt combattants⁴³. Ce principe de non proportionnalité caractérise un système qui est non-linéaire et met en avant un réservoir humain quasi-inépuisable dans une société qui bien que meurtrie par trente ans de guerre, reste fondamentalement une société guerrière et fière de l'être (au moins chez les Pachtouns).

Dans le même temps, les appréciations de situation rédigées par les commandants du GTIA Kapisa décrivent une insurrection très localisée pour des raisons à la fois géographiques et historiques. Géographiques, car les lignes de fracture entre le nord et le sud de la Kapisa correspondent largement à la ligne de partage entre les Tadjiks et les Pachtouns, voire, au cœur des vallées, entre Pachtouns et Pashai. Ces critères géographiques jouent aussi sur le degré d'acceptation de la rébellion au sein de la vallée. Dans ces espaces fractionnés et extrêmement cloisonnés, l'« étranger » n'est

41. ARNOLD Matthew, « Improving the Coalition's Understanding of 'The People' in Afghanistan: Human Terrain Mapping in Kapisa Province », *Small Wars Journal*, avril 2009, consulté sur <http://smallwarsjournal.com/blog/journal/docs-temp/414-arnold.pdf>, consulté le 9 juin 2010.

42. SICOURMAT Camille, BIHAN Benoist, GOYA Michel (colonel), *L'Axe du moindre mal. Le plan Obama-McChrystal pour l'Afghanistan*, *Cahier de l'Irsem* n°2, mars 2010.

43. Que l'ancien commandant en chef de l'Isaf résumait par la formule « mathématique » suivante : « 10-2 n'est pas égal à 8, mais $10 - 2 = 20$ ». Dans la réalité, au vu du nombre sensiblement stable d'insurgés en Kapisa, « $10-2 = 10$ » serait une équation relativement juste.

pas simplement un individu qui vient d'un autre pays ou d'une autre province, il suffit parfois qu'il soit d'une autre vallée ou d'un autre village :

« Quelle que soit la dénomination dont on l'affuble, l'étranger, c'est celui qui se trouve en dehors du groupe dans lequel s'insère celui (ou ceux) qui utilise le terme, parfois injurieux, souvent méprisant, ou simple expression d'un fait »⁴⁴.

Cela explique que les « Arabes », ou les insurgés originaires d'un autre espace, soient simplement tolérés, parfois avec peine, par la population. L'insurrection peut être considérée comme légitime aux yeux de cette même population lorsqu'elle est en prise avec les réalités ethniques et culturelles, qu'elle illustre dans son recrutement et dans une partie de ses revendications les aspirations locales profondes. Cela conditionne aussi une partie des modes d'action des insurgés, habitués à exploiter les ressources et les aspects particuliers du terrain montagneux.

Historiques, car cette même rébellion s'appuie sur un imaginaire hérité du temps de la lutte anti-soviétique, et les lignes de séparation entre groupes insurgés répondent finalement au morcèlement entre anciennes factions moudjahiddines. Pourtant, les chefs talibans ou HiG ne sont pas tous d'anciens résistants. Beaucoup sont rentrés de leur refuge étranger après 2005.

L'insurrection tire parti de ces lignes de fracture pour persister. Comme l'affirment le colonel Francis Chanson et le lieutenant-colonel Hervé Pierre⁴⁵ :

« Opportuniste et autochtone, la rébellion n'est pas majoritairement issue d'un mouvement populaire de rejet du gouvernement et de la coalition. Les rebelles ne sont pas les représentants d'une majorité silencieuse mais bien d'une minorité agissante dont les motifs sont peu ou pas idéologiques. Les rebelles issus de la population sont soutenus surtout parce qu'ils partagent l'histoire des vallées. Ils tirent leur pouvoir de leur notoriété (héritage familial augmenté d'un mélange de courage et de cruauté), de leurs capacités militaires (nombre de combattants et armement), de leurs capacités financières (d'origine plus locale qu'étrangère, issues du racket ou sous-traitance occulte de marchés avec la coalition). Résistants pour les uns, brigands pour les autres, ils représentent aussi le moyen de régler des querelles ou d'émerger en s'imposant par la force. »

Les aspects idéologiques sont donc plus ou moins à gommer, sans les occulter totalement. La défense des valeurs pachtounes, par exemple pour le HiG, est un affichage important. Et que penser des talibans qui font de la lutte contre la scolarisation des filles un cheval de bataille⁴⁶ ? Enfin, dans une

⁴⁴. LEQUIN Yves (Dir.), La Mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration, Paris, Larousse 1988, page 9.

⁴⁵. Article paru dans *Moyen-Orient*, n°4.

⁴⁶. Par exemple, dépêche AFP du 30 mars 2010 qui signale l'incendie par les talibans de la vallée de Swat, au Pakistan, d'une école du district de Lower Dir. La destruction d'établissements scolaires devient un mode d'action privilégié : « Ils [les talibans] ont détruit des centaines d'écoles, notamment pour filles, ces dernières années dans le nord-ouest, en particulier dans les zones tribales frontalières avec l'Afghanistan, leur bastion et principal sanctuaire d'Al Qaïda. »

obligation sociale de démonstration de puissance, ces insurgés ne peuvent se permettre de rester inactifs. Ils tirent aussi leur légitimité de leur action, fusse-t-elle inefficace : « *Plus l'opposition à leurs actions est forte, plus leur visibilité est importante sur la scène locale. Moins l'occasion leur est donnée de « résister » aux étrangers, moins leurs réseaux se développent* ».

Qu'est-ce donc que l'insurrection en Kapisa ? Militairement, si l'on suit les champs d'analyse traditionnelle des états-majors, le nombre de combattants demeurerait stable depuis le déploiement des Français en Kapisa, soit un volume de 4 à 500 insurgés, dispersés en petits groupes mobiles, autour d'un chef⁴⁷. Ce chiffre n'a pourtant que peu de signification⁴⁸. Il ne prend pas en compte l'aspect volatile de cette rébellion où la majorité des combattants sont en fait des « intermittents », et il inquiète même si l'on considère qu'après un nombre conséquent d'engagements et de pertes connues infligées, il reste constant. C'est déjà l'opinion qu'en avait le colonel Aragonès :

« Il n'y a pas un ennemi en Kapisa qui est peuplée de Tadjiks au nord et de Pachouns au sud. Il y a, en fait, un mille-feuille d'insurgés. Des intermittents qui combattent contre quelques billets quand l'activité agricole décroît. Des trafiquants en tout genre, notamment de drogue, qui font régner une insécurité criminelle. Et puis, on trouve des groupes de combattants plus déterminés comme le HIG (proche d'Al-Quaïda mais ennemi des talibans), des talibans d'autres provinces et de véritables étrangers. L'insurrection est opportuniste. S'ils ont des intérêts communs, ils coopèrent entre eux. S'ils ont des rivalités, ils peuvent se battre entre eux. On a pu le constater. Il n'y a pas de général en chef qui mène la manœuvre contre les forces de la coalition. »⁴⁹

Troupe légèrement armée, autour du couple AK-47 et du lance-roquettes RPG-7, les insurgés disposeraient aussi de quelques mitrailleuses DShK et de canons sans recul (122 D 30), mais aussi de mortiers de 82 mm et de roquettes d'origine chinoise (les fameuses « CHICOM »). Cependant, la menace la plus directe est l'engin explosif improvisé (EEI), mieux connu sous son acronyme anglo-saxon d'IED⁵⁰. Ces engins explosifs, placés au bord ou sous les routes, sont connus et craints pour leurs terribles effets. Le nombre d'attaques par IED n'a d'ailleurs cessé d'augmenter – pas uniquement en Kapisa mais dans tout le pays – au cours de l'année 2009 pour atteindre des records au début de l'année 2010⁵¹. Parallèlement, alors que les zones à contrôler n'ont cessé d'augmenter, les attaques liées à la pose

⁴⁷. Bien que certaines estimations américaines fassent état de 1 500 combattants dans la zone.

⁴⁸. Sur la description synthétique des groupes insurgés, voir BEYER CDT et LETUPPE CBA, « *Description des groupes insurgés en RC-C* », in Héraclès n°37, Paris, CDEF, avril 2010, p. 6.

⁴⁹. Interview du colonel Aragonès, *La Voix du Nord*, 8 mars 2009.

⁵⁰. IED : Improvised Explosive Device.

⁵¹. Voir l'article du *Monde* (19 juin 2010) au titre évocateur : http://www.lemonde.fr/.../2010/.../afghanistan-deux-fois-plus-d-attaques-a-la-bombe-artisanale-en-un-an_3208_38_42769226.html, consulté le 19 juin 2010.

d'IED s'intègrent dans la tactique des insurgés qui peuvent ainsi augmenter les actions de harcèlement sur les lignes de communication et sur les *compounds* isolés.

La multiplication des engagements et des combats de contact traduit aussi l'empreinte au sol des forces de la coalition qui n'entendent pas laisser de liberté d'action aux insurgés. En termes de rapport de forces, ils se trouvent en nette infériorité numérique, comme dans le domaine du matériel et de l'approvisionnement, d'autant que les rivalités internes – interethniques et familiales, territoriales ou autres – limitent leurs capacités à s'entendre et à mener des actions coordonnées.

DEUXIÈME PARTIE

LE 3^{ème} RIMa EN KAPISA : contre-rébellion, théorie et pratique

I) Une action originale : le *Korrigan* sur la route

Les six mois d'opérations de la *Task Force* « Korrigan » (ou *TF K*)⁵², armée essentiellement par le 3^e Régiment d'Infanterie de Marine (RIMa) de Vannes de juin à décembre 2009, illustrent sur le terrain une nouvelle façon de comprendre l'adversaire et l'environnement dans lequel il se meut. Mettant à profit les qualités du Korrigan, le lutin malicieux du folklore breton, la *TF* « Korrigan » s'est efforcée de s'adapter à toutes les situations, liées tant à la prise en compte de la province où se déploient les combattants qu'aux exigences opérationnelles – avec l'intégration poussée des principes de planification américains sans renier les atouts d'une pensée française originale.

À la différence de ses prédécesseurs en Kapisa (8^e RPIMa et 27^e BCA), le GTIA « Korrigan » a connu une transformation de son environnement opérationnel au cours du mandat. Originellement placé dans le *Regional Command-East* (RC-E) sous commandement direct américain – alors dans les mains de la 82^e Division aéroportée américaine – le bataillon français a basculé sous commandement français avec la mise en place de la *Task Force* « La Fayette » en décembre 2009.

Jusqu'alors, les méthodes employées et le cadre d'action étaient américains, fondant toute opération sur l'itération des « *Commander initial Guidances* », du « *Mission Brief* », du « *CONOPS* », du « *Rehearsal* » et enfin, de l'« *After Action Review* ». Ces passages processionnels obligés permettent de cadrer l'ensemble de l'opération et de la mettre en œuvre. Ces délais de planification – qui paraissent longs – sont nécessaires et s'entendent par le soin particulièrement minutieux pour prendre en compte différents critères de coopération interarmes, interarmées et multinational ainsi que les nombreux acteurs qui prennent part aux différentes étapes de la conception à la mise en œuvre. Ces procédés cherchent aussi à envisager tous les cas non-conformes ; toutes les situations possibles – sorte de « what if » – sont décrites dans les ordres, l'idée étant de réduire au maximum la part d'incertitude du côté ami – en s'appuyant notamment sur un renseignement de qualité – tout en augmentant celle de l'adversaire (action psy, manœuvre de déception...).

Cette planification réaffirme entre autre l'intangibilité de certains principes⁵³ :

- **Pas un pas sans les ANSF** (*Afghan National Security Forces*), c'est-à-dire sans valoriser la place et l'importance de l'armée et de la police afghanes. La Coalition étant en soutien et en appui des forces de sécurité afghanes, ce sont ces dernières qui doivent être mises en avant, afin de montrer à la population

⁵². En français, on emploie essentiellement le terme de Groupement tactique interarmes ou GTIA.

⁵³. GASTINE Lieutenant-colonel, « *Le processus de préparation des opérations* », Héraclès n°37, Paris, CDEF, avril 2010, p. 8.

que le gouvernement légitime de la république islamique d'Afghanistan lutte pour son bien-être et contre les insurgés.

- **Pas un pas sans appui.** La complexité de l'environnement et la nécessité de pouvoir réagir avec promptitude impliquent la prévision d'appuis de toute nature, du canon de 20 mm installé sur tourelleau de VAB à l'éventuel passage d'avions de chasse. Dans la durée de son mandat, une des particularités du 3^e RIMa est d'avoir eu la possibilité d'employer le feu des CAESAR⁵⁴.

- **Pas un pas sans renseignement.** Depuis l'embuscade mortelle de la vallée d'Uzbeen, en août 2008, le rôle du renseignement a été rappelé et plus aucune opération n'est montée sans l'optimisation de l'emploi des moyens techniques et humains de renseignement. De l'orientation des capteurs aux relations avec l'Armée nationale afghane (Ana), en passant par les opérations militaires d'influence auprès des populations, le renseignement identifie à la fois l'adversaire mais aussi l'environnement humain dans lequel se déploie la force.

D'autres principes essentiels sont à intégrer, comme la nécessité de disposer de moyens santé suffisants pour autoriser une éventuelle évacuation sanitaire ou encore la mise en place d'une force de réaction rapide capable d'être projetée en cas de coup dur. La collection des moyens, des autorisations d'emploi, la coordination tant avec les Américains qu'avec les Afghans justifient ces délais où la première qualité est la souplesse et l'adaptation.

En l'espace de six mois, le GTIA du 3^e RIMa a conduit douze opérations de niveau bataillon et vingt-cinq de niveau compagnie.

La priorité du 3^e RIMa s'est portée sur la formation, l'entraînement et l'intégration de l'Ana dans ces opérations menées en Kapisa, mais en particulier dans la région de Tagab et dans les vallées d'Alasay et de Bedraou. Les mandats précédents avaient déjà progressé en mettant en place des postes avancés au profit de l'armée et de la police afghane ; la création de ces COP ou *Combat Outposts* – soit environ le volume d'une section – installe durablement, dans des espaces disputés à la rébellion, la présence légitime et légale de l'armée nationale. Cette approche favorise ainsi le contact entre les troupes et la population ; l'un des soucis identifiés tient à la différence de comportement entre les soldats et les policiers. Les 31^e et 34^e *kandaks* du 201^e corps de l'Ana – les bataillons afghans déployés sur le terrain – ne sont pas forcément issus de la région où ils interviennent, ce qui les incite, parfois, à employer la force de façon excessive. La police, en revanche, est recrutée localement, elle vit directement au contact de la population et entretient

⁵⁴. CAESAR : Canon automoteur de 155 mm.

parfois des liens de nature complexe avec la rébellion, ce qui ne signifie pas non plus qu'elle soit corrompue ou qu'on ne puisse lui faire confiance.

Pour la force, cela nécessite une analyse fine des compartiments de terrain et des zones d'action. La notion de zone-refuge, chère aux théoriciens français de la contre-insurrection, se fonde largement sur des études particulières liées au contexte des guerres révolutionnaires des années 1940-1970, où l'insurgé, pour survivre, bénéficie d'un repaire où il se réorganise, déploie sa base arrière notamment logistique, se réapprovisionne et se remet en état de partir à l'assaut⁵⁵. Or, ce modèle ne semble guère efficace sinon en Afghanistan, du moins en Kapisa. À défaut d'avoir des zones-refuge identifiées dans les fonds de vallée, et qui constitueraient des bastions imprenables et interdits à la coalition, il semble que l'on ait une dilution ponctuelle de l'insurrection dans la population. Pour mieux dire, point n'est besoin pour les insurgés de quitter le terrain, sauf cas d'urgence. Il lui suffit de se fondre dans la population, de s'y dissimuler. À la différence de l'Algérie ou de l'Indochine –souvent cités en modèles – les hautes vallées de la Kapisa ne sont pas des repaires où les insurgés pourraient se retrancher durablement, ne serait-ce que dans les relations tendues entre Pachtouns et Pashai.

Cela signifie donc que l'approche en contre-rébellion doit faire effort sur la population. La doctrine française (avec la sortie d'un document du Centre de la Doctrine d'Emploi des Forces en 2009) précise que :

« la contre-rébellion est un mode d'action qui consiste à neutraliser une organisation qui pratique la violence armée sous la forme de guérilla ou de terrorisme, en réduisant sa liberté de manœuvre par confinement ou bien en l'éliminant par des effets de réduction et de désagrégation⁵⁶. »

Le but de la contre-rébellion est bien de séparer les groupes insurgés de la population, vue comme le centre de gravité. Dans tous les cas, il convient d'agir en direction et en faveur de la population dont on doit considérer les besoins, les desideratas et les exigences, tant en matière politique qu'économique ou de sécurité⁵⁷. Dans ce cadre, les actions entreprises n'englobent pas uniquement des aspects cinétiques. Au contraire : dans ce type de conflit, la maîtrise du champ médiatique est essentiel. Le message et la mise en scène importent autant que les résultats et le nouveau champ de bataille est celui des perceptions.

⁵⁵. Sur la question des zones-refuge et leur emploi, voir le colonel Roger Trinquier qui fait la distinction entre villes, zones habitées et zones-refuge dans *La guerre moderne*, Paris, La Table ronde, 1964 mais aussi DE COURREGES [Hervé](#), GIVRE [Pierre-Joseph](#), LE NEN [Nicolas](#), *Guerre en montagne : Renouveau tactique*, Paris, Economica, 2006. Les auteurs présentent la montagne comme la zone refuge idéale dans les combats asymétriques actuels.

⁵⁶. Centre de la Doctrine d'Emploi des Forces, *Doctrine de Contre-rébellion*, Paris, CDEF, 2009, p. 9.

⁵⁷. Ces considérations ne sont pas totalement exclues de la stratégie des talibans, cf GIUSTOZZI Antonio, Koran, Kalashnikov and Laptop. *The neo-taliban Insurgency in Afghanistan*, New York, Columbia University Press, 2008, p. 112 et sqq.

Le 3^e RIMa, dès le début, a envisagé de frapper les esprits plus que les corps⁵⁸. Si la population est au cœur des enjeux, il faut que la population sache ce que fait la force, pourquoi elle le fait et comment elle le fait. Le dialogue à tous les niveaux et avec tous les acteurs devient la clé du succès dans les actions de contre-rébellion. Les critères d'efficacité au combat évoluent donc et le *bodycount* importe moins que les actions au profit de la population⁵⁹.

II) Une approche dynamique : la contre-réaction

Cela ne discrédite pas pour autant les actions de combat, parfois nécessaires. L'analyse des mandats précédents a constaté la permanence d'un noyau dur d'insurgés difficile à extirper de zones qu'il connaît et domine mais dont on peut dresser les modes d'action afin d'y répondre de façon efficace.

Les insurgés de Kapisa maîtrisent parfaitement leur espace de bataille. Héritiers – vrais ou proclamés – de la guerre menée contre les Soviétiques, ils s'appuient sur un réseau de postes de combat installés le plus souvent dans des cavités naturelles, postes camouflés et à l'abri des vues et des coups qui servent de caches et de dépôt logistique. Ces postes ne sont pas occupés en permanence, ce qui renforce l'idée que la rébellion est essentiellement locale. Les combattants, sur ordre et sans arme, remontent des vallées pour rejoindre ces postes d'où ils lancent leurs actions. Le colonel Le Nen, dans l'une de ses analyses, jugeait que les insurgés conçoivent leurs modes d'action en « soldats de montagne », c'est-à-dire en utilisant de façon complémentaire les parties hautes et basses du terrain en cherchant systématiquement à déborder pour manœuvrer sur les arrières des groupes et sections engagées dans des opérations de combat.

Possédant un système de « sonnettes », c'est-à-dire de guetteurs et de sentinelles avancées, l'adversaire est capable sinon d'anticiper – encore que se pose en permanence la question du renseignement fourni par les contractuels afghans travaillant avec la force dans les FOB⁶⁰ – du moins de réagir rapidement à une action menée. Le surprendre, dans des lieux et sur un territoire dont il possède une parfaite connaissance, paraît tout simplement impossible à première vue. Appartenant à la population au sein de laquelle il

⁵⁸. Pour reprendre une citation du maréchal de Lattre : « *Fraper l'ennemi, c'est bien. Fraper l'imagination, c'est mieux.* »

⁵⁹. L'attrition est considérée comme caractéristique de l'approche linéaire classique. En combat dit classique, on peut jauger l'efficacité à l'aune de cet indicateur... En revanche, en guerre de contre-rébellion, se pose la question de l'intérêt de ces chiffres qui marquent un décalage lourd de sens entre les méthodes qui jugent essentielles l'approche globale où 85 % des actions conduites sont non-cinétiques et les pratiques sur le théâtre où 85 % des actions sont réellement cinétiques.

⁶⁰. Forward Operating Base. En Kapisa, le 3^e RIMa était installé sur deux FOB, la FOB Morales-Frazier de Nijrab et la FOB Kutschbach de Tagab.

se dissimule, il en tire des informations valables sur l'organisation des convois, sur les activités accrues au sein d'une FOB, sur les volumes de forces et le nombre de véhicules qui sortent et s'engagent sur les pistes de la Kapisa. Le colonel Le Nen observait ainsi que l'adversaire sait mobiliser un solide réseau de renseignement et d'alerte, appuyés sur des guetteurs répartis le long des axes, et qui se tiennent informés par téléphones cellulaires ou signaux divers de l'avancée d'un convoi ou du déroulé d'une opération.

Dans ces conditions, ménager un effet de surprise maximum semble vain, sauf à employer l'hélicoptère – ce que les conditions particulières du relief et la météorologie n'offrent pas toujours, sans même évoquer les risques toujours potentiels d'une réponse armée anti-aérienne.

Si l'adversaire ne prend pas l'initiative, cela ne signifie pas pour autant qu'il demeure dans l'expectative. Il agit en réaction par rapport aux avancées, aux déplacements, aux projets de la force, d'autant mieux qu'il tire parti d'une connaissance du terrain et d'une grande facilité d'adaptation (il peut se camoufler et se dissimuler dans la population). Il perçoit, à juste titre, les fragilités de la force dans ses convois, dans ses phases de repli.

Partant de ce constat, simple, que l'adversaire agit en réaction à ce qu'il comprend de notre action, une nouvelle méthode a été mise en œuvre, la contre-réaction. En effet, la manœuvre adverse dérivant directement de celle de la force (puisqu'il fait porter son effort sur ce qu'il pense être ses points faibles), elle, semble en partie prévisible. Connaissant les lieux d'action initiale, les temps de la manœuvre, et les modes d'action ennemis, il devient possible de déterminer quels sont les secteurs privilégiés où l'adversaire pourrait engager le combat.

Le but premier est moins d'affronter l'ennemi en cherchant à l'écraser qu'à obtenir des effets en retour bien plus larges. Pour la force, la recherche de la légitimité que donne la réponse armée à une menace identifiée est essentielle et s'inscrit dans la politique de diminution des aspects cinétiques. Les soldats doivent impérativement maîtriser leur feu et ne répondre qu'à des prises à parti directes afin que la population, qui voit les combats se dérouler sous ses yeux, ait un aperçu clair de qui est l'agresseur et qui est l'agressé.

Partant de ce principe, la contre-réaction développe une réponse justement proportionnée dont l'objectif est moins de détruire que de repousser l'adversaire, de le forcer à céder du terrain et à abandonner le champ de bataille. Si ce dernier aspect semble par ailleurs correspondre à l'idée très occidentale de la victoire qui considère la fuite de l'ennemi et la conquête du terrain comme deux critères essentiels, il semble que ce schéma, à la fois en guerre de contre-rébellion et en Afghanistan, ne corresponde à rien. En revanche, la contre-réaction excelle à gagner la guerre des esprits en montrant la supériorité de la Coalition sur l'insurgé, tout en demeurant dans le droit de répondre par les armées à une agression manifeste, ce qui est accepté culturellement.

De surcroît, si les insurgés qui prétendent « protéger » la population, se débandent et quittent la zone après un engagement, c'est leur crédibilité – plus que leur potentiel militaire et humain – qui est touché, et dans une culture de l'honneur et du haut fait guerrier, ce genre d'abandon blesse plus sûrement sans doute que les balles. Aussi, la contre-réaction joue-t-elle sur la publicité de l'engagement, sur sa réponse, sur « le service après-vente » étendu aux *maleks* et *shuras* locaux qui, au-delà, tendraient à séparer l'insurgé de la population qui ne lui ferait plus confiance et basculerait sinon du côté de la Force, du moins la regarderait d'un œil moins hostile.

Ainsi, la contre-réaction participe de la guerre des perceptions, autant voire plus que de l'engagement armé. Par un effet de juste proportionnalité dans la réponse par les feux, en mettant en avant dans une sorte de publicité largement relayée, l'action de la coalition qui se montre comme l'agressée et qui dispose donc du droit de « légitime défense », on frappe l'imagination des habitants en leur montrant la défaite des insurgés.

Les fruits d'un tel comportement vont à l'opposé d'une comptabilité macabre, où il suffirait pour être sûr d'une victoire hypothétique, d'aligner les chiffres du *bodycount*. Or, cette attitude pèserait au contraire plus lourd dans le renforcement de l'insurrection, du simple fait du *Pachtounwali*, code d'honneur dont le premier commandement est la vengeance aussi bien au niveau de l'individu que de la tribu, et le second l'hospitalité.

III) Un exemple d'opération de contre-réaction⁶¹

L'opération *Honey Pot*, au début du mois de septembre 2009, illustre le succès de la contre-réaction au niveau local. Le schéma tactique déployé demeure classique mais joue sur l'effet de surprise. Comme toujours, aux petites heures du matin, la section du génie ouvre la voie et reconnaît l'axe qui va être emprunté par les forces françaises. Sur les hauteurs, dissimulés et veillants, les appuis scrutent les lisières, attentifs au moindre mouvement, identifiant les mouvements suspects, notamment de la part des habitants. Dans un environnement humain dense, où la population et l'insurrection se côtoient et se connaissent, les attitudes de la première peuvent se comprendre par la présence renforcée de la seconde. Ou pour mieux dire, que le combat s'approche et la population est plus ou moins invitée à se tenir à distance.

⁶¹. Nous remercions le lieutenant-colonel Pierre pour nous avoir renseigné sur cette opération.

C'est le cas à cet instant, d'autant que pour renforcer l'impression de faiblesse, l'officier français commandant le dispositif tire profit des couverts et des masques du terrain pour être le plus discret possible et tromper l'adversaire dans son évaluation du rapport de force à venir. Dès que les positions rebelles sont identifiées, et avant même qu'ils n'engagent le combat, les Français ciblent leur ennemi. Aux coups *a priori* des insurgés ripostent des tirs nourris et précis qui forcent les rebelles à rompre le contact, à fuir au vu et au su de la population.

Dans ce cadre, comme l'illustrait autrefois le général Beaufre, « *le problème n'est pas de parer les coups adverses (encore qu'il faille le faire) mais d'empêcher l'adversaire de garder l'initiative, de prendre soi-même l'initiative et de maintenir l'initiative jusqu'à la décision. C'est en cela que, par ses prévisions, la manœuvre doit s'efforcer d'être contraléatoire* ⁶² ». La reprise de l'initiative passe donc par deux présupposés : la connaissance de son adversaire et de son potentiel, mais aussi la capacité à le surprendre en permanence et à conserver, dans une sorte de bascule perpétuelle, un effet de surprise.

Face à un adversaire dont les modes d'action sont sinon originaux du moins en adaptation constante, ce qui augmente les facteurs d'incertitudes⁶³, la force conventionnelle doit renverser la situation à son profit. Face à un insurgé qui cherche à s'imposer par la force et par la persuasion au sein de la population, il faut se montrer à la fois plus fort et plus persuasif auprès des habitants, le mettre sur la sellette et le prendre à son jeu. La contrepartie de cette manœuvre tient au degré d'adaptation des uns et des autres : face à un adversaire capable de réagir et de progresser, il faut toujours être en mesure de conserver un peu d'avance en refusant le retour à une situation d'égalité tactique : d'où le côté éternellement provisoire de la contre-réaction, et invitant fondamentalement à l'innovation.

Surtout, au-delà des réussites tactiques, la contre-réaction participe également pleinement de l'objectif stratégique visant à décrédibiliser la rébellion et à accroître la confiance du citoyen afghan en ses institutions légales. Les forces de la coalition ne sortent pas sans intégrer des unités de l'armée et /ou de la police afghane, qui sont mises en avant. La population doit admettre que les forces étrangères apportent une aide et des moyens aux forces légitimes et reconnues afghanes. L'effet est volontairement et ouvertement psychologique, surtout si les frappes et les destructions sont limitées et si la violence demeure à un niveau mesuré, et sans acharnement virulent contre des « *dushmans* ⁶⁴ » finalement pas si étrangers à la communauté locale....

⁶². BEAUFRE André, « *Introduction à la stratégie* », Paris, Hachette Littératures, 1998.

⁶³. Sur la capacité des groupes armés non-étatiques ou hybrides à générer l'incertitude, lire PIERRE Hervé, *Le Hezbollah, un acteur incontournable de la scène internationale*, Paris : L'Harmattan, 2009.

⁶⁴. « *Bandit de grand chemin* » en dari, du nom dont les habitants de la Kapisa désignent les insurgés.

Ce type d'opération procède d'une véritable « mise en scène » de la défaite de la rébellion et promet dans le même temps la sécurité, le développement, la gouvernance en direction de la population.

a) « *Highway to Hell* »⁶⁵

En septembre 2006, un projet majeur fut décidé pour désenclaver la Kapisa et participer à une meilleure intégration de la province à l'orbite de la capitale : en accord avec le gouvernement afghan, on imagine construire une voie routière Kaboul – Bagram - Vallée de Tagab - Route n°1 qui contournerait le massif de la Kohe Safi. Ce projet (*Kapisa Bypass* ou *Kaboul Bypass*), initialement estimé à trois millions de dollars (USD), est pensé comme une solution pour relier entre eux tous les principaux chefs-lieux de districts et à la capitale provinciale, mais aussi de permettre un véritable axe de dégagement autour de Kaboul en offrant une connexion avec la route de Jalalabad et la route n°1 près de la vallée de Salang⁶⁶. D'une façon intéressante, ce projet routier – toujours en voie d'élaboration – illustre d'autant mieux les nouvelles approches que peuvent développer des unités en phase de stabilisation qu'il agit sur un spectre large et dans un champ qui recoupe toutes les exigences des lignes d'opération. C'est là un des temps forts de l'action du 3^e RIMA pendant son mandat.

À l'origine, il y a l'intégration d'une pensée fondée sur un paradigme simple : le développement économique participe pleinement de la lutte contre les insurgés. À une option cinétique qui renforce paradoxalement la rébellion et la justifie, on propose un autre mode d'action, où l'économie et le mieux-être doivent conquérir la population. La logique est simple et mérite d'être à nouveau rappelée : en théorie, si la rébellion est populaire, au sens où elle agit au sein des populations, elle en tire sa force, ses ressources humaines et matérielles. *A contrario*, la population – souvent qualifiée d'attentiste – est censée préférer ou aider le parti qui lui apporte le plus du point de vue économique mais également du point de vue de la sécurité (gouvernance). Certaines études de cas conduites notamment en Irak, s'appuient sur l'axiome – contestable au vu de certaines pratiques locales – que plus le gouvernement est efficace dans l'écoute et dans la mise en œuvre de services

⁶⁵. En guise de référence et de clin d'œil à un célèbre groupe de rock, AC/DC, dont le 6^e album s'intitule "*Highway to Hell*". Pour la petite histoire, le 3^e RIMA avait choisi "*Highway to hell*" et "*Stairway to heaven*" mais la brigade américaine a demandé de retirer toute référence religieuse au nom des opérations qui ont donc pris les noms de code "*Stairway*" et "*Highway*".

⁶⁶. KAPINOS Joseph, « PRT Breaks Ground \$3 Million Road Project », in *Coalition Bulletin* n°35, septembre 2005, p. 13.

à destination de ses concitoyens, plus il est légitime et moins l'insurrection trouve de soutien auprès de la population⁶⁷. Pour ce faire, il convient de dépenser « stratégiquement » en mettant plus de moyens là où la violence est la plus élevée. Cependant, la mise en œuvre de projets trop importants doit s'accompagner, localement, de réalisations concrètes, « à taille humaine », dans des espaces et pour des communautés connues, en accord avec les autorités locales qui doivent, dès le début, être intégrées dans le choix et dans la conduite de ces mêmes projets, confiés en partie aussi à des sociétés locales. Si l'on juge que l'insurrection fait son terreau du chômage endémique et de la pauvreté, l'emploi doit réduire de façon significative le nombre de combattants qui trouvent une source de revenus plus confortable et moins dangereuse. Le colonel Romain Lang, responsable des actions civilo-militaires, affirmait que c'est l'âme des opérations françaises dans leur conquête des cœurs et des esprits :

« On se rend compte que l'on ne pourra pas gagner la guerre qu'avec les armes. Il faut envisager d'autres solutions, faire en sorte que la population soit de notre côté. Les Américains ont fait passer leur budget de huit à cent millions de dollars par an. Ils sont sur des projets lourds : réfection de routes, constructions d'écoles, de madrasseries... Nous, nous sommes sur des opérations de moindre importance, mais avec un impact sur la population à très court terme : construction de puits, de passerelles sur des wadi. Et, bien sûr, le développement agricole⁶⁸. »

Pour autant, l'angélisme ne doit pas être de mise. Les projets doivent s'inscrire dans un schéma qui entraîne *in fine* un cercle vertueux, participant d'une réduction de la violence et apportant des solutions concrètes aux habitants.

b) "On the road again"

En juin 2007, la 173^e Brigade aéroportée américaine (*Brigade Combat Team*) fut déployée dans la zone Kunar-Nuristan, où elle mit bientôt en œuvre une nouvelle stratégie de contre-insurrection. Outre un effort indispensable mis sur la formation et la montée en puissance des ANSF, l'unité élaborait un programme de développement économique fondé sur la construction de routes. Cette politique d'aménagement et de désenclavement devait réduire le temps de transport des agriculteurs locaux vers les marchés de proximité, permettant une hausse significative des échanges, une croissance économique nouvelle et une réalisation concrète destinée à

⁶⁷. Cette pensée se retrouve dans la doctrine française comme dans la pensée actuelle américaine. Voir par exemple un article récent signé BERMAN Eli, FELTER Joseph H. Et SHAPIRO Jacob N., "Constructive COIN", in *Foreign Affairs*, 1^{er} juin 2010, disponible sur <http://www.foreignaffairs.com/articles/66432/eli-berman-joseph-h-felter-and-jacob-n-shapiro/constructive-coin> (consulté le 3 juin 2010). L'étude porte essentiellement sur l'Irak mais intègre aussi des données en théorie transposables à l'Afghanistan. La seconde partie, en revanche, confond allègrement terrorisme et insurrection...

⁶⁸. MAHUZIER Marc, « Afghanistan : des amandiers à la place du pavot », *Ouest-France*, 20 juillet 2009.

améliorer de façon visible la vie des habitants des deux provinces. Dans le même temps, la naissance de cet axe routier permet au gouvernement d'accroître sa présence au niveau local, d'étendre sa souveraineté sur des espaces autrefois inaccessibles et d'y déployer les forces de sécurité afghanes. Un an plus tard, dans une synthèse largement diffusée, David Kilcullen a popularisé ces résultats en montrant les effets induits par la réalisation de la route. En quelques mois, le niveau de violence aurait véritablement décliné tandis que les forces américaines menaient une véritable politique de partenariat avec les autorités locales, en les associant aux projets de développement économiques et politiques. Pour lui, ce n'est pas la route en soi – l'objet route – qui permet d'améliorer la sécurité mais bien l'environnement entier qui est bouleversé par la réalisation de ce projet. Il s'agit là des vertus de l'approche systémique qui invite à penser, de façon globale, le processus de construction de la route, qui – au travers de la consultation des élites comme des acteurs locaux – agit à plusieurs niveaux, sur les plans économiques, mais aussi politiques en s'évertuant de séparer les insurgés de la population. Cette action gagne de nouveaux alliés à la Coalition, rallie la population au gouvernement légitime, crée des capacités locales de gouvernance en transformant les pratiques et les attitudes politiques⁶⁹.

Cette politique de la « route » semble en réalité reprendre les écrits théorisés par l'école française de contre-rébellion, avec l'importance du marché comme lieu de vie et lieu d'échange, centre protégé à partir duquel rayonne la présence bienfaisante de la force et qui se diffuse, à l'instar d'une tâche d'huile sur l'eau, aux environs, écartant la menace rebelle et la repoussant au loin. « *En prenant un repaire, on pense surtout au marché qu'on y établira le lendemain, alors on ne le prend pas de la même façon* » écrit le maréchal Lyautey en synthétisant les expériences menées en Afrique et en Asie à la fin du XIX^e siècle et dans les premières années du XX^e siècle⁷⁰. « *Il faut se livrer au travail minutieux de la reconstruction de la zone reprise à la rébellion, rouvrir les routes, les marchés, rappeler les villages, en un mot recréer la vie* »⁷¹.

Le 3^e RIMa a repris cette approche au niveau de la Kapisa en concevant des opérations où l'approche économique et sociale priment. La force Korrigan reprend à son profit et inscrit dans son projet ce qui avait été identifié déjà fin 2006 par la PRT américaine, à savoir l'identification de Tagab et Nijrab comme centres de décision, mais aussi les actions entreprises

⁶⁹. KILCULLEN David, *The Accidental Guerilla: Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford University Press, 2009, p. 71-99.

⁷⁰. LYAUTEY, Hubert (maréchal de France), *Du rôle colonial de l'armée*, Paris, Questions du temps présent, 1931.

⁷¹. DE BEAUREGARD, Lieutenant-colonel, « *Pacification: l'école française* », in *Doctrine* n°12, mai 2007, p. 97-101.

par les mandats de la TF *Chimère* (8^e RPIMa) et *Tiger* (27^e BCA)⁷². En février 2008, un pont reliant le marché du vendredi de Nijrab à la place centrale du district avait été inauguré, sous l'égide du gouverneur et des officiels afghans, améliorant sensiblement les conditions de vie de près de 150 000 habitants⁷³. Dans tous les cas, la permanence et la durée des efforts sont recherchés et la convergence des lignes d'opération (gouvernance-sécurité-reconstruction) se concrétise physiquement avec la réalisation d'un projet dont les résultats peuvent être montrés à la population. La route devient plus qu'un axe bitumé, elle illustre l'intégration dans le paysage de la force qui agit pour le bien-être des habitants⁷⁴.

Partant d'une analyse géographique fondée sur les réseaux et l'organisation spatiale – voies naturelles, voies de communication, axes routiers préexistants, répartition de la population – il apparaît que la Kapisa ne possède en rien les caractéristiques d'une structure fondée sur une hiérarchie urbaine autour d'un centre majeur relié à des centres secondaires : « *Aucun ensemble cohérent centralisé, aucune capitale provinciale qui ne génère ici une force centripète suffisante pour donner au découpage administratif à la fois cohérence et réalité.* »

Se fondant sur la métaphore de l'arbre (un tronc, des branches maîtresses et des branchages) que Kilcullen emploie pour décrire le Kunar, le lieutenant-colonel Pierre propose le schéma suivant :

« La vallée de Tagab est un tronc orienté du nord-ouest au sud-est ; les vallées secondaires, orientées est-ouest, sont des branches d'autant plus fines qu'elles sont éloignées de l'axe principal ; les regroupements de population sont les feuilles disposées de part et d'autres des fonds de vallées auxquels elles sont reliées par de fines nervures. Les flux – de l'eau qui descend des montagnes aux denrées qui remontent de Mahmood Raqi, la capitale provinciale – sont autant de traductions physiques d'une sève qui irrigue, parfois avec difficulté, la totalité du réseau. »

Le point nodal – les racines ? – de cet espace tient à la vitalité et aux flux, aux dynamiques qui peuvent parcourir et par là, structurer les vallées. Si l'axe majeur Bagram – Nijrab – Tagab est aussi important, c'est qu'il permet à la Coalition et aux forces afghanes d'intervenir (vocation opérationnelle au niveau tactique) à l'entrée des vallées en offrant aussi des débouchés économiques (réussite stratégique).

Fondée sur les apports de l'analyse systémique, le 3^e RIMa pousse le raisonnement plus loin en jugeant le projet à l'aune tant de ses réalisations symboliques que des réussites concrètes attendues :

*« D'un point de vue **symbolique**, la route est l'inscription dans l'espace et dans le temps de la volonté du gouvernement central de relier le centre aux périphéries, d'affirmer son autorité jusqu'aux confins du pays, de connecter la population la plus isolée au reste de*

⁷². Provincial Reconstruction Team.

⁷³. DUPEE Matt, « Kapisa province : The Taliban's Gateway to Kabul », in *The Long War Journal*, 29 avril 2008, disponible sur http://www.longwarjournal.org/archives/2008/04/kapisa_province_the.php, consulté le 17 mars 2010.

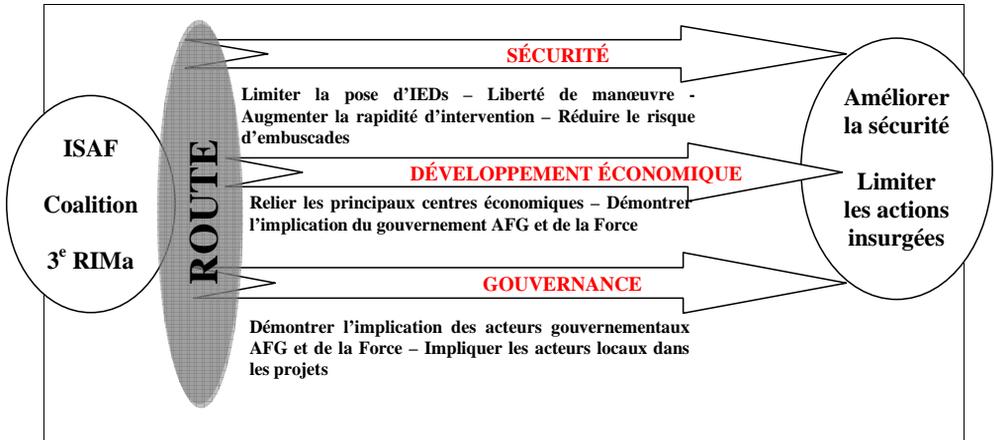
⁷⁴. Pour le document détaillé, voir en annexe.

la nation. Inscription physique car elle marque, pénètre, relie les vallées stigmatisant la relation entre communautés. Inscription temporelle car, contrairement à un projet très ponctuel, la route, linéaire par nature, ne peut se concevoir sans efforts.

Du point de vue du **développement**, la route est un facilitateur commercial, un accélérateur des échanges, un « désenclaveur » culturel et l'occasion de fournir du travail aux hommes dans la force de l'âge.

Enfin, la route est facteur de **sécurité** : les IED sont plus difficile à placer sous le bitume et leur pose éventuelle visible ; l'élargissement des bas-côtés ainsi que le tracé de la route permet de réduire le risque d'embuscade ; l'intervention au profit d'une unité au contact se fait plus vite accentuant le niveau de sécurité des zones habitées reliées et repoussant les insurgés dans les intervalles. »

En accord complet avec les directives de l'Isaf, le projet routier s'intègre à l'ensemble des lignes d'opération retenues par la coalition et qui peuvent se résumer par le schéma suivant :



Le projet routier embrasse les trois lignes d'opération d'une façon transverse en agissant à la fois au profit de la coalition – et notamment en permettant de lutter de façon plus efficace contre les redoutés IED – mais surtout, au profit de la population qui marque son attachement et son intérêt pour un projet qui concrétise les actions de l'Isaf en direction des Afghans.

Économiquement, la route a aussi une importance locale croissante. Dans la durée du mandat du 3^e RIMA, le défi principal retenu est la construction d'un axe asphalté entre Tagab et Alasay. Lancé en 2008, et sans cesse prolongé depuis, le projet s'inscrit dans la politique générale du contournement de la Kohe Safi. Le but premier vise à fournir du travail à une main d'œuvre au chômage, en faisant vivre des entrepreneurs locaux sous la

direction d'ingénieurs d'études occidentaux. Pour autant, à l'instar de ce qui se pratique dans le pays tout entier, après des tâtonnements et un programme étalé sur plusieurs années, les fonds versés semblent absorbés comme l'eau dans le sable et certains accusent ces financements de nourrir, plus ou moins directement, la corruption endémique. En outre, avec l'augmentation des incidents et l'explosion du coût de la sécurité, la PRT américaine – à la source du financement de l'entreprise – est forcée de revoir son budget à la hausse et de prévoir une enveloppe de six millions de dollars. De fait, chacun des acteurs locaux ayant intérêt à ce que les travaux durent, le rythme de progression demeure excessivement lent.

Si la route devient un moyen d'enrichir quelques entreprises locales, elle n'en participe pas moins de l'effort essentiel en contre-rébellion, qui tente de couper les insurgés et la population. Sans aller jusqu'au jeu de mot, il s'agit d'un COIN enfoncé entre eux et la population. Les attaques nombreuses des groupes rebelles sur la route et sur les projets d'extension routiers traduisent le sentiment de menace identifiée qui pèse sur la liberté d'action et de manœuvre des rebelles avec la progression de la mobilité de la force. Aussi, les actions en direction de la MSR se sont-elles accrues au cours du mandat. Or, la route est acceptée de la population et les insurgés, en cherchant à interrompre les travaux, tendent à devenir impopulaires.

Cela a conduit, localement, à recruter de nouveaux acteurs, intégrés dans des groupes armés qui n'appartiennent pas aux ANSF mais dont certains protocoles prévoient de leur accorder un appui. Ces groupes armés, largement privés, n'appartiennent ni aux forces de sécurité ni à la rébellion, mais « émanent » ou de la compagnie chargée de la construction ou de la population locale. Appelées « *Road Maintenance teams* » (RMTs), financées par les Américains dans le cadre des programmes de reconstruction des PRT, ces équipes de surveillance sont – en théorie – contrôlées et armées par l'ANP⁷⁵. Souvent formées d'anciens moudjahidines, ces RMT assurent la sécurité d'un projet de développement initié par la coalition et notamment des routes comme le suggère l'acronyme. Elles n'ont pas vocation à assurer la défense d'un village ou d'une communauté précise. Leur fiabilité et leurs relations avec l'insurrection posent cependant nombre de questions : certaines RMT sont l'objet d'attaques et de prises à partie régulières par les insurgés qui refusent de voir ces équipes développer des politiques de sécurisation. D'autres voient d'un mauvais œil l'émergence de ce qui participe plus largement de la sous-traitance du secteur de la sécurité, et s'interrogent sur le futur de ces "*contractors*" dont on peut difficilement imaginer l'intégration à terme dans les ANSF ou dans les forces supplétives.

⁷⁵. Avec la publication du décret Karzaï du 17 août 2010, une pression supplémentaire est mise sur ces acteurs parapublics. Pour une analyse des conséquences de ce décret, on peut renvoyer aux articles qui forment le cœur de la *Lettre de l'Arsem* n°6, septembre 2010.

La route semble attirer à elle deux réflexions, l'une positive et l'autre négative. On peut en effet juger d'une part que sa présence, en permettant une liberté d'action accrue pour la force et des débouchés économiques pour la population, nuit aux insurgés qui chercheraient donc à limiter son impact. D'autre part, en partant du principe que la corruption endémique profite à tous, des entrepreneurs aux ralliés de circonstances (chefs de *RMTs...*), plus le chantier s'éternise et mieux c'est.

Il semble toutefois que ces projets aient suffisamment de crédibilité pour qu'on les poursuive et qu'on tente de les imiter. Participant d'une véritable amélioration du bien-être de la population – une première en trente ans de guerre, la route ouvre avec de nouveaux horizons, de nouveaux espoirs.

c) Un exemple de projet dans une province voisine : Radio Kalagush⁷⁶

Pour l'Isaf, le problème de la communication stratégique, à la fois en direction des opinions publiques des pays de la coalition mais aussi en direction des Afghans est une problématique extrêmement importante. Tenant pour acquis l'importance du domaine médiatique dans les combats actuels et plus particulièrement dans les guerres irrégulières qui sont aussi des guerres de perception, il s'agit de parvenir à faire de la communication une guerre théâtrale ou théâtralisée où renaît l'image définie en son temps par le général américain James Krulak du « soldat stratégique ». Il faudrait donc, dans ces nouvelles conflictualités, « produire la guerre » comme le ferait un scénariste.

La difficulté majeure serait liée à l'impossibilité actuelle de s'opposer avec succès aux annonces très médiatisées (et très suivies) des insurgés – et plus encore des *djihadistes* – qui se contentent de répéter en substance que la Coalition a pour objectif de détruire les bons croyants et supprimer l'islam. *A contrario*, l'Alliance peine à se justifier, ou alors, le fait sans être reconnue par l'opinion publique comme crédible.

Les moyens pratiques de lutter sur le terrain de l'information doivent passer par une meilleure compréhension des médias et de leurs attentes. La nécessaire transparence et l'accessibilité de tous à des informations sont des prérequis : si l'affaire McChrystal semble montrer les limites de l'« *open info* », il n'en reste pas moins vrai que les journalistes n'ont généralement aucun

⁷⁶. Il serait tout aussi intéressant de travailler sur le projet français de Radio Surobi qui émet à partir de la FOB de Tora.

intérêt à perdre la confiance de ceux avec lesquels ils parlent et auprès desquels ils prennent leurs sources. Cela ne signifie pas que l'on doit attendre d'eux le silence sur des actions ou sur des faits gênant la force et la coalition. Au contraire, l'adversaire fait son lit de notre incapacité à reconnaître nos erreurs.

Au niveau d'une province, il est pourtant possible d'obtenir des succès sur le terrain comme le prouve l'exemple de la radio établie dans la province du Nouristan. Lancé par la Task Force *Mountain Warrior*, pour une somme estimée à 250 000 US \$, ce développement d'émissions radiodiffusées a été considéré comme structurant depuis bientôt trois ans. Mis en place par la PRT locale, le but de cette radio est de contrer l'influence des talibans qui jouent sur la méconnaissance et l'ignorance des populations pour les dresser contre la Coalition. Radio Nouristan, aussi appelée Radio Kalagush – car opérant depuis la FOB américaine de Kalagush – est d'abord tournée vers les Afghans. Depuis mars 2008, elle opère tous les jours – pendant douze heures – et se trouve un des seuls médias à la disposition de la population de la province, où le niveau d'alphabétisme est l'un des plus faibles du pays.

Les programmes, variés, sont faits par des Afghans eux-mêmes, avec une volonté avouée de laisser la parole aux auditeurs. Une ligne ouverte prend les appels, les demandes de musique, ou les passages de poésie qui pourraient être lus à l'antenne. Mais le plus important est sans doute le recrutement d'un imam local qui régulièrement, donne des leçons à propos du Coran. Il s'interroge ouvertement sur la place des femmes telle que prévue par le texte sacré, évoque la question du suicide et du *Jihad*... Mais aux côtés de l'imam interviennent d'autres acteurs, comme le gouverneur de la province et le commandant de la FOB, qui, une fois par semaine, répondent aux questions des auditeurs. Cet aspect « service public » s'accompagne de diffusions de leçons d'histoire et de littérature afghane, de musique traditionnelle et de folklore⁷⁷.

La principale difficulté tient au faible nombre d'appareils de radios disponibles à travers la province. La PRT a donc engagé un large programme de distribution lors des marchés du vendredi à travers la province. Bien évidemment, ce succès entraîne des phases de repréailles de la part des talibans : au mois d'août 2009, deux journalistes afghans travaillant pour Radio Kalagush sont enlevés tandis que les talibans menacent d'attaquer la radio. À l'antenne, on demande ouvertement le soutien de la population en lançant un sondage sur l'éventuelle suppression des émissions et la fermeture de la station. En quelques heures, les signes de soutien des communautés et des *maleks* renforcent au contraire la position de Radio Kalagush, laquelle, depuis maintenant un an, connaît un tel développement que la PRT étudie la

⁷⁷. Plus d'information sur le site : <http://www.army.mil/-news/2008/08/11/11583-tuning-in-to-kala-gush-radio>, consulté le 29 juin 2010.

possibilité de basculer à un service 24/24h, et pense à engager de nouveaux journalistes dont une femme qui porterait au fond des vallées la voix de celles qui n'en ont pas.

CONCLUSION

La Kapisa n'est pas l'Afghanistan, et l'Afghanistan ne se résume pas à la Kapisa. Les combinaisons ethniques, religieuses, historiques régionales et locales dans cet espace véritablement original génèrent des systèmes d'allégeance extrêmement complexes. Cette zone particulière, marquée par des ruptures autant physiques qu'ethniques, mais aussi dans le rapport à l'insurrection et à la présence des forces de la Coalition, mérite un intérêt marqué qui été pris en compte avec les efforts conséquents de l'armée de terre qui s'adapte à grande vitesse dans les domaines de la préparation et de la mise en condition avant projection. Il reste néanmoins beaucoup à faire pour vaincre, si l'on juge qu'une insurrection tirant ses ressources de la population et vivant au milieu d'elle peut être défaite.

Cette rébellion, dont beaucoup a été dit, semble bien avoir évolué au cours des dix dernières années. Encore nourrie du mythe autour des *moudjahiddine*, dont certains chefs sont encore aux commandes, elle s'est largement enracinée dans les esprits et dans les mœurs après trente ans de guerre quasi-continue et la moitié de la population – âgée de moins de quinze ans – ne connaît que la guerre et un monde de conflit. Liée à un code d'honneur strict chez les Pachtouns, dont tous ne sont pas talibans, cette insurrection a perdu, dans bien des cas, sa légitimité première et verse dans la criminalité. Sous les oripeaux de la résistance à l'étranger percent des motivations bien plus ambiguës. En Kapisa, les insurgés sont très souvent issus des vallées ; leur recrutement intervient comme une réponse à un taux de chômage endémique, à un désœuvrement de la jeunesse, voire – parfois – comme l'éruption de crise d'adolescence et de rébellion vis-à-vis des aînés.

Cet ennemi joue d'un terrain qu'il connaît et pratique par cœur, bénéficiant d'une grande furtivité et d'invisibilité (derrière les masques du terrain, sous des déguisements...), tirant parti de sa légèreté et de sa grande capacité de réaction. Motivé – pas toujours pour des raisons idéologiques mais aussi financières – il peut compter sur la population (plus ou moins contrainte). Ses capacités d'adaptation et de reconstitution sont aussi à prendre en compte : le "*targetting*" semble ainsi largement inefficace puisqu'un réseau se reconstitue rapidement, souvent autour de chefs qui devant assurer

leur *leadership* charismatique, mènent des actions contre la force. Face à cette incapacité à détruire l'insurrection et à écraser dans une approche purement conventionnelle l'adversaire, avec un cercle vicieux de l'insécurité (plus d'actions coercitives = une guerre plus enracinée = des accrochages plus fréquents), les retours d'expérience historiques qui forment la colonne vertébrale de la réflexion des penseurs de la contre-rébellion ou de la COIN (au premier rang desquels les ouvrages de Galula) insistent généralement sur l'importance du contrôle du territoire, donc sur un engagement lourd et coûteux en hommes. Outre la topographie particulière et exigeante de la Kapisa, les moyens militaires de la Coalition qui pourraient être consacrés à « tenir » ce territoire semblent dérisoires. Le rapport coût-efficacité pour mener des actions continues aux fins fonds des vallées est extrêmement lourd et pose le problème de l'occupation de petits postes perdus, éloignés et qui deviendraient autant d'objectifs de choix pour les insurgés.

Est-ce d'ailleurs utile, dans la perspective d'un désengagement à terme ? Le vrai problème tient au juste emploi de la force et au maintien d'un niveau de violence acceptable ; le vrai dilemme, pour les unités engagées, sépare d'un côté les actions coercitives et de l'autre, les actions ouvertement dirigées au profit des populations. Aussi, les projets mis en œuvre pendant le mandat du 3^e RIMa, qu'ils soient véritablement militaires et s'inscrivent au niveau tactique – comme la contre-réaction – ou qu'ils aient un attendu stratégique – comme la route – cherchent d'abord à désolidariser les insurgés d'un milieu qu'ils connaissent bien, en les amenant, soit sur le terrain physique, soit sur le terrain virtuel de la communication et des perceptions, dans une situation de déséquilibre où la surprise favorise *in fine* la Force. L'importance de cette communication est d'autant plus prégnante que la majorité des habitants sont analphabètes et vivent dans une culture de l'oralité.

Parallèlement, seuls des projets de développement économiques et d'amélioration concrète de la qualité de vie peuvent amener la population à basculer du côté de la Force. Encore faut-il nuancer ce basculement espéré, la conquête des cœurs étant sans doute moins importante que la conquête des esprits et de la raison des Afghans. Aussi les actions en direction de la population passent-elles par la mise en œuvre de projets qui directement utiles et visibles (rénovation des *karez*, plantation d'arbres fruitiers, développement de l'agriculture...). L'essor du projet routier, inspiré de Kilcullen, permet la convergence des lignes d'opération en un endroit : en bâtissant un ruban d'asphalte qui relie physiquement des espaces et des centres de vie (villages et marchés), en accord avec les désirs des populations, on inscrit à la fois l'action de la Coalition dans un domaine perçu comme positif – car le projet se fait en accord avec les représentants locaux du gouvernement et ceux des villages, au travers de *shuras*) – mais on décrédibilise aussi les insurgés qui, généralement, s'opposent par les armes à ces développements. Cette opposition armée donne lieu à un volet sécuritaire

important où les forces de la Coalition protège le dispositif économique à l'œuvre et protège donc la population, laquelle se responsabilise aussi en s'armant (*Road Maintenance teams*) contre les insurgés.

Ces volets rappellent l'importance d'une mise en œuvre sur le terrain de la gouvernance qui passe par la promotion, à chaque fois que cela est possible, des réussites de l'Ana et de l'ANP, comme aussi de l'écoute des attentes de la population locale. Certes, des problèmes récurrents subsistent et notamment les accusations liés à la corruption. Les attentes de la population en matière de justice et d'équité entrent en contradiction avec des pratiques locales encore largement tendancieuses. De fait, l'immixtion entre les Forces de l'Isaf et des représentants locaux du GIROA amène parfois à des résultats éloignés des attentes : l'identification accrue des acteurs locaux respectés à la fois de leurs supérieurs et de ceux qu'ils représentent constitue à n'en point douter un point décisif dans la conduite des opérations et dans l'entente entre Afghans et Coalisés.

ANNEXE

Perspectives sur la route en Kapisa Lieutenant-Colonel Hervé Pierre

La province de Kapisa n'a rien d'un bloc compact organisé autour d'un centre urbain principal qui disposerait d'un maillage de réseaux le reliant, par une architecture complexe et hiérarchisée, à des centres secondaires. Aucun ensemble cohérent centralisé, aucune capitale provinciale qui ne génère ici une force centripète suffisante pour donner au découpage administratif à la fois cohérence et réalité.

Bien au contraire. Plus qu'ailleurs, la géographie a imposé une organisation spatiale que l'image de l'arbre, utilisée par David Kicullen⁷⁸ pour décrire la province du Kunar, traduit remarquablement bien: la vallée de Tagab est un tronc orienté du nord-ouest au sud-est ; les vallées secondaires, orientées est-ouest, sont des branches d'autant plus fines qu'elles sont éloignées de l'axe principal ; les regroupement de population sont les feuilles disposées de part et d'autres des fonds de vallées auxquels elles sont reliées par de fines nervures. Les flux – de l'eau qui descend des montagnes aux denrées qui remontent de Mahmood Raqi, la capitale provinciale – sont autant de traductions physiques d'une sève qui irrigue, parfois avec difficulté, la totalité du réseau. Ce système physique essentiellement capillaire – dessiné par des massifs montagneux qui couvrent l'essentiel de la surface provinciale – explique le cloisonnement naturel du peuplement. La géographie humaine est l'expression vivante des contraintes naturelles: esprit de vallée, tribalisme, clanisme, résistance à « l'Autre », relations conflictuelles entre groupes humains.

LA ROUTE, CATALYSEUR D'EFFORT EN CONTRE INSURRECTION

La route peut être utilisée non comme un simple projet de développement mais comme une véritable manœuvre de contre insurrection. Le processus de construction doit servir de cadre et de catalyseur pour développer une stratégie tous azimuts.

Avant l'arrivée de la brigade française à Nijrab, cette stratégie permettrait d'accentuer la sécurité à l'entrée des vallées secondaires (Afghanya, Alassay) ainsi que sur la MSR VERMONT. Ce dernier temps de la phase 2 du plan de campagne constitue une exploitation de la période des

⁷⁸. KILCULLEN David, *The Accidental Guerrilla, New York, Oxford University Press, 2009, 384 p.*

élections avec consolidation des acquis territoriaux et transfert d'un maximum de responsabilités aux forces afghanes. Ce temps « 2C » est également envisagé comme un *shaping* pour la phase suivante. En effet, une fois le centre de gravité de la *Task Force* Korrigan installé à Tagab, l'extension de l'AOR vers le sud et la jonction avec la Surobi ne pourront se faire qu'avec la certitude de pouvoir compter sur un niveau de sécurité minimum entre Tagab et Nijrab.

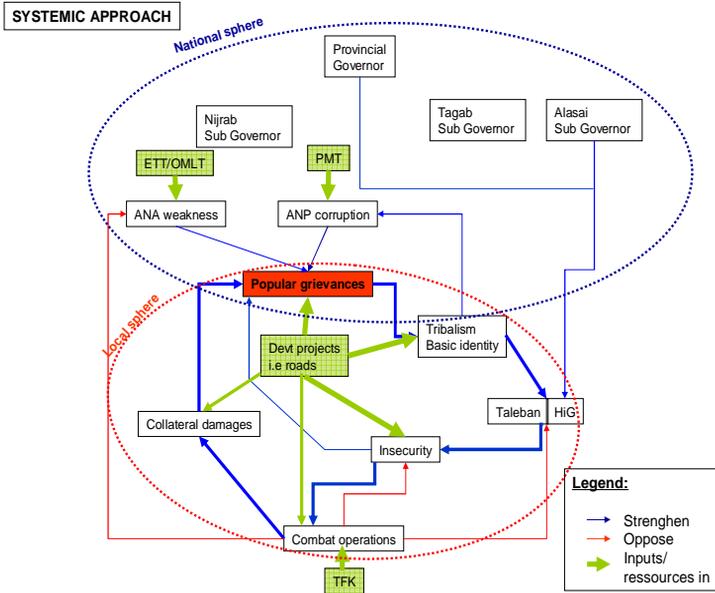
Au-delà de la réalisation technique, construire une route fait sens à divers titres.

- D'un point de vue **symbolique**, la route est l'inscription dans l'espace et dans le temps de la volonté du gouvernement central de relier le centre aux périphéries, d'affermir son autorité jusqu'aux confins du pays, de connecter la population la plus isolée au reste de la nation. Inscription physique car elle marque, pénètre, relie les vallées stigmatisant la relation entre communautés. Inscription temporelle car, contrairement à un projet très ponctuel, la route, linéaire par nature, ne peut se concevoir sans efforts.
- Du point de vue du **développement**, la route est un facilitateur commercial, un accélérateur des échanges, un « désenclaveur » culturel et l'occasion de fournir du travail aux hommes dans la force de l'âge.
- Enfin, la route est facteur de **sécurité** : les IED sont plus difficile à placer sous le bitume et leur pose éventuelle visible ; l'élargissement des bas côtés ainsi que le tracé de la route permet de réduire le risque d'embuscade ; l'intervention au profit d'une unité au contact se fait plus vite accentuant le niveau de sécurité des zones habitées reliées et repoussant les insurgés dans les intervalles.

DE L'ANALYSE SYSTÉMIQUE AUX LIGNES D'OPÉRATIONS

L'analyse systémique de la situation en Kapisa ne montre pas autre chose, qui conclue dans ce cas précis aux effets positifs multiples d'un projet routier sur les facteurs de déstabilisation. La méthode de raisonnement opérative envisagée (« *Systemic Concept for Operational Design* »⁷⁹) permet d'aborder un problème complexe et évolutif en évitant les écueils de l'analyse linéaire traditionnelle. L'idée consiste moins à focaliser sur un facteur particulier de déstabilisation, en l'occurrence pour la majorité des études la population ou les groupes rebelles, que de chercher à comprendre les interactions qui alimentent le système. Sont au final déterminés la nature et le volume des ressources à engager pour faire évoluer les relations dans un sens développant le cercle vertueux du développement et brisant le cercle vicieux qui alimente la fracture sociale dont tirent bénéfice les insurgés.

⁷⁹. SCHMITT John F., "A Systemic Concept For Operational Design", *Marine Corps University Press*.



Au niveau local, le mécontentement de la population (fracture sociale) entraîne un phénomène naturel de rétraction sur la « *basic group identity* ». Le recours à la référence locale, rassurante contre « l'Étranger », fait le jeu des groupes insurgés, Taleban comme *HiG*, dont la majorité des membres sont des enfants de la vallée et se présentent volontiers comme des résistants à l'envahisseur. Ces groupes, par leurs actions, génèrent de l'insécurité que les forces gouvernementales tentent en retour d'éliminer par des actions coercitives. Le combat qui suit provoque des dommages collatéraux, physiques comme psychologiques, qui ne manquent jamais d'accroître le ressentiment de la population.

La stratégie de contre insurrection est d'autant plus efficace qu'elle porte sur les différents paramètres relayant et amplifiant le cercle vicieux dont se nourrit l'insurrection. À ce titre, le projet de construction routière offre des ressources à large spectre (*full spectrum operations*).

- Lutter contre l'enclavement et réduire ainsi la propension naturelle au repli sur soi ;

- Réduire l'insécurité par la capacité et la rapidité accrues des unités à intervenir, la prévention et la détection anti-IED et la diminution du risque d'embuscade ;
- Attirer l'ennemi à proximité des axes pour le détruire sur un terrain favorable (discrimination plus aisée par appui air), lui interdire à terme l'usage des axes de communication, l'éloigner des villages pour réduire les dommages collatéraux.
- Responsabiliser et impliquer la population dans les projets ; dissocier la population de l'insurrection.
Ces ressources s'inscrivent dans les lignes d'opérations classiquement envisagées en COIN : gouvernance, développement économique et sécurité.